

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ACTIELEC TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital de 14 894 955,75 €.
Siège social : 25, chemin de Pouvoirville, 31432 Toulouse Cedex 4.
542 080 791 R.C.S. Toulouse.
Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre.
Documents comptables annuels

A – Comptes sociaux

I – Bilan au 31 décembre 2005

(En euros)

Actif	31/12/05			31/12/04
	Montant Brut	Amortisse- ments	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	45 459	40 993	4 466	10 412
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	50 171	50 171		
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	338 582	312 491	26 091	26 389
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	43 864 361	2 572 049	41 292 312	37 790 219
Créances rattachées à des participations	15 986 066	306 724	15 679 342	12 033 416
Autres titres immobilisés	160 522		160 522	233 008
Prêts	689		689	339
Autres immobilisations financières	18 421		18 421	12 909
Actif immobilisé	60 464 271	3 282 428	57 181 843	50 106 692
Stocks et encours :				
Matières premières, approvisionnements				
Encours de production de biens				

Encours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				418 111
Avances et acomptes versés sur commandes	53 750		53 750	1 089 544
Créances :				
Créances clients et comptes rattachés	2 317 119	73 403	2 243 716	8 390 942
Autres créances	366 843		366 843	1 709 344
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 443 306)	444 116	200 809	243 306	296 940
Disponibilités	67 265	42 863	24 402	1 674 240
Comptes de régularisation :				
Charges constatées d'avance	88 647		88 647	81 998
Actif circulant	3 337 740	317 075	3 020 665	13 661 119
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
Total général	63 802 011	3 599 503	60 202 508	63 767 812

Passif	31/12/05	31/12/04
Capital social ou individuel (dont versé : 14 879 024)	14 879 024	14 271 156
Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 295 781	13 792 304
Écarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	1 286 491	1 286 491
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve provision fluctuation cours)	189 173	189 173
Autres réserves (dont achat oeuvres originales artistes :)		
Report à nouveau	11 222 274	12 241 114
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 139 722	- 1 018 840
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	44 733 021	40 761 398
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	951 232	1 189 649
Provisions pour risques et charges	951 232	1 189 649
Dettes financières :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 383 577	10 340 658
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		170 900
Dettes d'exploitation :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 306 078	6 088 505

Dettes fiscales et sociales	371 609	228 390
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	374 290	655 531
Autres dettes	2 175 201	4 332 782
Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance	907 500	
Dettes	14 518 255	21 816 765
Écarts de conversion passif		
Total général	60 202 508	63 767 812

II – Compte de résultat

(En euros)

Rubriques	France	Exportation	31/12/05	31/12/04
Ventes de marchandises	2 659 806		2 659 806	12 484 621
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 479 979		4 479 979	4 167 738
Chiffre d'affaires net	7 139 786		7 139 786	16 652 359
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			701 761	50 594
Autres produits				
Produits d'exploitation			7 841 546	16 702 954
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 241 695	10 927 293
Variation de stock (marchandises)			418 111	1 557 328
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane).				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			3 400 978	3 218 946
Impôts, taxes et versements assimilés			69 379	105 842
Salaires et traitement			1 363 759	786 270
Charges sociales			338 289	326 414
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			12 127	10 503
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			73 403	
Pour risques et charges : dotations aux provisions			452 250	1 189 649
Autres charges				
Charges d'exploitation			8 369 990	18 122 244
Résultat d'exploitation			- 528 444	- 1 419 291
Opérations en commun :				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers :				
Produits financiers de participations			709 609	648 456
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			121 807	124 299

Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges	57 956	181 758
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	8 273	13 255
Produits financiers	897 645	967 767
Dotations financières aux amortissements et provisions	75 696	18 385
Intérêts et charges assimilées	423 218	545 630
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	6	
Charges financières	498 921	564 015
Résultat financier	398 724	403 753
Résultat courant avant impôts	- 129 719	- 1 015 538
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5	144 339
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 048	7 009
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 110	121 928
Produits exceptionnels	10 164	273 276
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 118	121 933
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	48	150 895
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Charges exceptionnelles	5 166	272 828
Résultat exceptionnel	4 998	448
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	15 000	3 750
Total des produits	8 749 355	17 943 997
Total des charges	8 889 077	18 962 837
Bénéfice ou perte	- 139 722	- 1 018 840

III – Proposition d'affectation du résultat

(En euros)

Origine :	
Résultat de l'exercice : perte de	- 139 721,81
Affectation :	
Report à nouveau	- 139 721,81

IV – Annexe aux comptes sociaux

Faits majeurs de l'exercice

– Évènements significatifs : La Société Actielec Technologies a rempli son rôle de holding animatrice de groupe en 2005.

Le 27 avril 2005, la société a procédé à une augmentation de capital sous forme d'émission et d'attribution d'un BSA par action existante. 20 BSA permettent d'acquérir une action nouvelle Actielec Technologies. Les conditions et modalités de cette augmentation sont détaillées au paragraphe III.8.

– Dérogations, modifications aux principes et méthodes comptables : Les règlements CRC 2002-10 (relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) et CRC 2004-06 (relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs) sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

Ces règlements prévoient notamment que les actifs immobilisés doivent être décomposés et amortis sur leur propre durée d'utilité si celle-ci est différente de l'immobilisation principale. L'application de ces règlements en 2005 n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres et le résultat de la société.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2005 ont été établis sur la base des principes comptables appliqués conformément aux règles générales de présentation des comptes annuels prévues par le règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif au plan comptable général.

— Immobilisations Incorporelles : Les droits et concessions sont amortis en linéaire sur deux ans ;

— Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'acquisition. Les éléments du coût comprennent :

- le prix d'achat y compris les droits de douane et taxes non remboursables, déduction faite des rabais, remises, ristournes accordés ;
- les coûts directs liés au transfert et à la mise en état d'exploitation de l'actif ;
- le cas échéant, l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et remise en état du site.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Lorsque des parties significatives d'immobilisations corporelles peuvent être déterminées et que ces composants ont des durées d'utilité et des modes d'amortissement différents, les amortissements sont comptabilisés par composant. A ce jour, aucune immobilisation ne fait l'objet d'un traitement par composant.

Le montant amortissable est systématiquement réparti sur la durée d'utilité de l'actif. Les amortissements sont calculés linéairement et les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

- installations techniques, matériel et outillage : sur 6 à 10 ans,
- autres immobilisations corporelles : sur 3 à 10 ans.

— Immobilisations financières : Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la situation nette de la société détenue est inférieure au prix d'acquisition et si son évolution ne prévoit pas un rétablissement, une dépréciation peut être constituée, pour autant que la valeur d'utilité soit inférieure à la valeur comptable des titres détenus sur cette société.

La valeur d'utilité est appréciée en utilisant, notamment, la méthode des flux futurs actualisés. Cette approche repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité futures, qui sont apparues les plus probables à la date d'arrêt de ces comptes. A noter que cette approche qui comporte les aléas et incertitudes propres à toute démarche prévisionnelle, confirme l'absence de perte de valeur des titres concernés.

— Engagements de retraite : Dans les engagements hors bilan, les engagements de retraite représentent un montant de 66 481 €.

Compléments d'informations relatifs aux bilan et compte de résultat

Les comptes sont arrêtés au 31 décembre 2005 pour une période de douze mois.

— Immobilisations incorporelles : Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

(En euros)	Au 31/12/04	Acquisitions	Cessions	Au 31/12/05
Frais d'établissement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	45 411	48		45 459
Total	45 411	48		45 459

—et les amortissements :

(En euros)	Au 31/12/04	Dotations	Reprises	Au 31/12/05
Frais d'établissement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	34 999	5 994		40 993
Total	34 999	5 994		40 993

— Immobilisations corporelles : Les valeurs brutes des immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

(En euros)	Au 31/12/04	Acquisitions	Cessions	Au 31/12/05
Terrains	0			0
Constructions	50 171			50 171
Installations techniques, matériel, outillage	0			0
Autres	332 937	5 835	190	338 582
Immobilisations corporelles en cours	0			0
Total	383 108	5 835	190	388 753

—et les amortissements :

(En euros)	Au 31/12/04	Dotations	Reprises	Au 31/12/05
Terrains	0			0
Constructions	50 171			50 171
Installations techniques, matériel, outillage	0			0
Autres	306 548	6 133	190	312 491

Total	356 719	6 133	190	362 662
-------	---------	-------	-----	---------

— Immobilisations financières : Elles ont évolué de la manière suivante :

(En euros)	Montants des titres au bilan				Détention au 31/12/05	Capitaux propres avant affectation de l'exercice au 31/12/04	Chiffre d'affaires H.T. 2005	Résultats nets au 31/12/05
	Au 31/12/04		Au 31/12/05					
	Valeurs brutes	Valeurs nettes	valeurs brutes	valeurs nettes				
Titres de participation :								
Filiales et participations > 10 % :								
Actia	17 974 059	17 974 059	17 974 013	17 974 013	99,97 %	24 775 642	82 117 570	218 645
Sodielec	19 563 230	19 563 230	23 005 370	23 005 370	91,10 %	36 867 707	39 622 537	82 311
Pilgrim	2 515 791	0	2 515 791	0	99,99 %	15 246	179 686	6 588
Mors Inc	0	0	0	0	100,00 %	N.C.	N.C.	N.C.
CYT	33 494	33 494	0	33 494	15,00 %	N.C.	N.C.	N.C.
Sci oratoire	199 098	199 098	199 098	199 098	86,00 %	115 050	315 335	149 724
Sci pourville	41 161	41 161	41 161	41 161	27,50 %	538 341	624 000	94 690
Ardia	0	0	60 000	60 000	60,00 %	36 797	0	- 62 462
Filiales et participations < 10 % :								
Cipi	10 138	10 138	10 138	10 138	0,02 %	1 500 927	4 632 549	136 079
Hors-groupe :								
MPC	1 524	1 524	1 524	1 524	0,02 %	N.C.	N.C.	N.C.
Continental	47	47	47	47	N.S.	N.C.	N.C.	N.C.
Stem	22 812	0	22 812	0	N.S.	N.C.	N.C.	N.C.
CGC	960	960	960	960	N.S.	N.C.	N.C.	N.C.
Total	40 362 313	37 790 217	43 864 360	41 292 311				
Autres titres immobilisés :								
1 % Construction	15 550	15 550	15 550	15 550				
Obligations convertibles Sodielec	217 458	217 458	144 972	144 972				
Total	233 008	233 008	160 522	160 522				
Autres immobilisations financières :								
Prêt	339	339	689	689				
Cautionnement	30	30	30	30				
Créances diverses	12 879	12 879	18 391	18 391				
Total	13 248	13 248	19 110	19 110				
N.S. : Non significatif								
N.C. : Non communiqué								

— Stocks : Dans le cadre du contrat avec la DGA, la société Actielec Technologies procède à des achats à sa filiale Sodielec. Selon les règles édictées par le contrat et du fait du décalage dans le temps de la facturation à la DGA, Actielec Technologies peut-être conduite à constater des stocks de marchandises au cours de la période. Au 31 décembre 2005, ces stocks de marchandises étaient à zéro.

— Avances et acomptes versés sur commandes : Dans le cadre du contrat avec la DGA, la société Actielec Technologies procède à des achats à sa filiale Sodielec. Au 31 décembre 2005, le montant des avances versées sur commandes s'élève à 53 750 €, du fait du décalage dans le temps des livraisons et paiements, selon les règles édictées par le contrat.

— Créances et comptes rattachés, autres créances :

(En euros)	Valeurs brutes	Valeurs nettes	Échéance < 1an	Échéance > 1an
Créances rattachées à des participations	15 986 066	15 679 342	262 119	15 417 223
Clients, comptes rattachés	2 317 119	2 243 716	2 243 716	
Comptes courants rattachés à des participations	45 000	45 000	45 000	
Autres créances (y compris charges constatées d'avance)	410 490	410 490	401 762	8 728
Total	18 758 675	18 378 548	2 952 597	15 425 951

— Actions propres :Le programme de rachat d'actions propres a été initialement autorisé par la C.O.B. le 14 décembre 2000 sous le visa n° 00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le visa n° 02-357. Deux nouveaux programmes de rachat d'actions propres ont été autorisés par les assemblées générales du 9 mai 2003 et du 30 avril 2004 pour des durées respectives de 18 mois. Ces nouveaux programmes n'ont pas nécessité d'autorisation préalable de l'AMF car la possibilité d'annuler les actions rachetées (prévue dans les deux premiers programmes) a été supprimée. Nous rappelons que l'objectif de ce programme est la régularisation des cours en fonction des situations de marché.

Depuis l'origine du programme et jusqu'au 31 décembre 2005, Actielec Technologies SA a racheté 61 996 actions propres. Au cours de l'exercice 2005, Actielec Technologies SA a utilisé 35 actions propres pour la transformation de 70 BSA (FR. 0010121061). Ce transfert n'a généré aucun flux de trésorerie. Au 31 décembre 2005, Actielec Technologies SA détient, depuis l'origine du programme, 61 961 actions comptabilisées à l'actif circulant pour une valeur de 290 154 €, soit un prix moyen de 4,68 €.

Hors programme de rachat, Actielec Technologies détient également 1 400 actions propres comptabilisées pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par Mors SA au moment de la fusion.

Une provision sur ces actions est effectuée en fonction du cours de clôture, soit au 31 décembre 2005 une provision totale de 200 000 € pour un cours de 3,84 €.

— Capitaux propres :L'augmentation de capital du 27 avril 2005 a porté le nombre d'actions à 19 838 699 actions de 0,75 € chacune, soit un capital social de 14 879 024,25 €.

— Cette augmentation de capital a été effectuée aux conditions suivantes :

— émission et attribution gratuite de 19 028 208 BSA à raison d'un BSA par action Actielec Technologies,

— 20 BSA donnent droit au titulaire de BSA de souscrire une action Actielec Technologies de 0,75 euros de valeur nominale, au prix de 5,20 euros par titre, intégralement libéré en espèces,

— 810 491 actions nouvelles ont été créées.

La différence entre la valeur nominale des nouvelles actions (0,75 € / action) et leur prix de souscription (5,20 € / action) soit 3 606 684,95 €, a été affectée au poste " Prime d'émission " après déduction des frais inhérents à l'augmentation de capital (198 608,21 €).

Les caractéristiques des bons de souscription ou d'achat d'actions attribuées lors de l'augmentation de capital du 16 octobre 2004 (ISIN FR. 0010121061) sont les suivantes :

— droit attaché aux bons : souscrire ou acquérir contre paiement du prix d'exercice des actions de la société à émettre ou existantes,

— la parité d'exercice : fixée initialement à deux bons pour une action de la société, est désormais égale à 1,002,

— prix d'exercice : 4,50 euros,

— le titulaire de bons a la faculté d'exercer les bons à tout moment à partir du 15 octobre 2004 jusqu'au 14 octobre 2007. Passé ce délai de trois ans, les bons qui n'auront pas été exercés deviendront caducs,

— en cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital, de fusion, de scission et d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires de la société, la société se réserve le droit de suspendre l'exercice des bons pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois,

— les bons font l'objet d'une cotation indépendante de la cotation des actions d'origine sur le marché Euronext Paris (Code ISIN FR. 0010121061) Eurolist C. Au 31 décembre 2005, le cours unitaire était fixé à 0,51 €.

Au cours de l'exercice 2005, 42400 BSA ont été exercés. Le montant libéré a été inscrit dans les capitaux propres d'Actielec Technologies et l'augmentation de capital sera constatée lors de l'assemblée générale de clôture des comptes 2005. A noter que 70 BSA également exercés et libérés ont donné lieu à l'attribution de 35 actions prélevées sur les actions propres détenues par Actielec Technologies (cf § 7).

La situation nette a par conséquent évolué comme suit pendant l'exercice :

(En euros)	Solde au 31/12/04 avant affectation	Affectation du résultat 2004		Transforma-tion de BS	Augmentat-ion de capital social	Solde au 31/12/05 avant affectation proposé
		Réserves RAN	Dividendes			
Capital	14 271 156				607 868	14 879 024
Prime d'émission	10 925 301				3 408 077	14 333 378
Prime de fusion	2 867 003					2 867 003
Bons de souscription d'actions				95 400		95 400
Réserves Légales	1 286 491					1 286 491
Réserves indisponibles	189 173					189 173
Report à nouveau	12 241 114	- 1 018 840				11 222 274
Résultat exercice 2004	1 018 840	1 018 840				0
Résultat exercice 2005						- 139 722
Situation nette (avant affectation du résultat)	40 761 398	0		95 400	4 015 945	44 733 021

Un plan d'option de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'option de souscription ou d'achat d'actions porte sur 300 000 actions au prix unitaire de 1,92 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2005, aucune option n'a été exercée.

Excepté ce plan, il n'existe aucun autre plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la société.

— Provision pour charges : La provision pour charges est exclusivement constituée par une provision pour rupture de contrat.

— Dettes : Les dettes par nature et par échéance se répartissent de la façon suivante à la clôture de l'exercice :

(En euros)	Échéances			Total
	< 31/12/06	> 01/01/07 < 31/12/10	> 01/01/11	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
Emprunts moyen et long terme	2 482 167	2 533 044		5 015 211

Billets trésorerie et concours bancaires court terme	4 348 720			4 348 720
Intérêts courus sur dettes financières	19 646			19 646
Avances et acomptes reçus sur commandes	0			0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 680 368			1 680 368
Dettes fiscales et sociales	371 609			371 609
Autres dettes (y compris les produits constatés d'avance)	2 257 701	330 000	495 000	3 082 701
Total	11 160 211	2 863 044	495 000	14 518 255

— Le détail des emprunts à moyen et long terme est le suivant :

(En euros)	Montant initial	Date de souscription	Durée	Capital restant dû au 31/12/05
Crédit Agricole	424 000	27.12.04	2 ans	233 342
Banque Courtois	500 000	30.09.02	4 ans	125 000
Banque Populaire Toulouse Pyrénées	1 000 000	23.12.02	5 ans	419 362
Société Bordelaise de CIC	457 347	09.03.01	5 ans	91 469
Société Bordelaise de CIC	400 000	25.11.02	5 ans	160 000
Natexis Banques Populaires	762 245	28.06.01	5 ans	150 000
LCL	1 524 490	20.12.00	7 ans	500 460
LCL	3 048 980	08.02.01	6 ans	871 138
Société Générale	3 048 980	19.04.01	7 ans	1 089 440
Besv	1 500 000	21.07.05	3 ans	1 375 000
Total				5 015 211

— Résultat financier : Dans les produits financiers, les éléments les plus significatifs sont :

– les intérêts sur comptes courants des filiales : 627 108,93 €

– les dividendes reçus des filiales : 82 500,00 €

– les revenus des engagements hors bilan en faveur des filiales : 116 160,40 €

— Les charges financières sont principalement constituées :

– des intérêts et charges assimilées liées aux dettes financières auprès des établissements de crédit : 341 845,12 €

— Résultat exceptionnel : Aucun élément exceptionnel significatif n'est à signaler au cours de l'exercice 2005.

— Engagements financiers et sûretés réelles donnés : Les sûretés délivrées par Actielec Technologies pour le compte de ses filiales en faveur des banques s'élèvent à 9 672 016 € au 31 décembre 2005.

— Les garanties délivrées par Actielec Technologies pour le compte de ses filiales en faveur des tiers non banquiers s'élèvent à 82 977 000 € et se décomposent de la façon suivante :

– garanties clients : 80 000 000 € (1)

– garanties sur remboursement avance conditionnée : 1 040 000 €

– garantie sur paiement de loyers : 1 937 000 €

(1) Cette garantie est couverte par une assurance prise directement par la filiale concernée.

Par ailleurs, Actielec Technologies s'est engagée à racheter, à compter du 1^{er} janvier 2008 jusqu'au 11 juin 2011, les BSA émis par Actia SA et entièrement souscrits par l'ANVAR (1,6 M €), dès la première demande de cette dernière. Le prix de rachat de ces BSA par Actielec Technologies dépendrait alors de la valeur du titre Actielec Technologies au moment du rachat.

Enfin, Actielec Technologies a donné en garantie d'un prêt bancaire 125 000 titres de sa filiale Sodielec.

Autres informations

— Situation fiscale latente : Au 31 décembre 2005, la situation fiscale latente se décompose de la façon suivante :

– déficits restant à reporter : 422 711 €

– déficits reportables au titre des moins-values long terme : 2 076 442 €

– Effectifs en fin d'année :

	2004	2005
Cadres et agents de maîtrise	6	7
Employés	1	1
Stagiaires		
Ouvriers		
Total	7	8

– Opérations avec les entreprises liées :

Montants concernant les entreprises au 31/12/05 (En euros)	Société mère	Filiales	Autres entreprises liées
Bilan actif :			
Créances rattachées à des participations		15 986 066	
Provisions sur créances rattachées à des participations		- 306 724	
Autres titres immobilisés		144 972	
Autres immobilisations financières		13 818	
Avances et acomptes versés sur commandes	248 994	53 750	
Créances clients et comptes rattachés	74 646	1 049 016	
Provisions sur créances clients		- 73 403	
Autres créances		45 000	
Bilan passif :			
Capital restant à libérer		45 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Rabais, remises, ristournes à accorder		37 128	
Autres dettes			
Compte de résultat :			
Charges d'exploitation	1 750 000	3 656 501	23 635
Charges financières			
Charges exceptionnelles		5 110	
Produits d'exploitation	62 950	3 528 887	
Produits financiers		867 011	
Produits exceptionnels		5 110	

– Politique de couverture de risque :

Actielec Technologies a souscrit un CAP le 11 juillet 2002 sur 4,1 M € d'emprunts au taux de 4,5 % sur une période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2003. L'encours au 31 décembre 2005 s'élève à 1,6 M €.

– Rémunération aux membres de l'organe de direction :

Le président du directoire et le président du conseil de surveillance d'Actielec Technologies SA ne sont pas rémunérés par Actielec Technologies. Un seul membre du directoire est rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail et a perçu sur l'exercice 2005 un salaire brut de 65 578 €.

– Société consolidante :

S. – A. LP2C au capital de € 5 876 400

Siège social : 25, chemin de Pouvoirville – 31400 Toulouse

R. – C.S. Toulouse B 384 043 352

B – Comptes consolidés

I – Bilan consolidé au 31 décembre 2005

(En milliers d'euros)

Actif normes IFRS	Notes annexes	Montants nets 31/12/ 05	Montants nets 31/12/ 04
Actif non courant :			
Ecarts d'acquisition	IV	21 998	21 905
Frais de développement	IV	18 921	18 553
Autres immobilisations incorporelles	IV	1 766	1 711
Total immobilisations incorporelles		42 685	42 169
Terrains	V	1 606	1 558
Constructions	V	6 192	6 487
Installations techniques	V	7 042	6 003
Autres immobilisations corporelles	V	3 733	3 771

Total immobilisations corporelles		18 573	17 819
Titres des sociétés mises en équivalence	VI	143	503
Autres immobilisations financières	VII	1 019	979
Instruments financiers	XXIV	1	9
Total immobilisations financières		1 163	1 491
Impôt différé actif	XI	8 258	8 580
Crédit impôt recherche non courant	IX	2 604	1 451
Total actif non courant		73 282	71 511
Actif courant :			
Stocks	VIII	53 543	52 283
Créances clients	IX	65 716	65 164
Autres créances courantes liées à l'activité	IX	3 790	3 966
Crédit d'impôt courant	IX	1 694	2 781
Autres créances courantes diverses	IX	1 287	1 235
Instruments financiers			
Créances courantes		126 030	125 430
Valeurs mobilières de placement	X	115	113
Disponibilités	X	8 558	10 421
Trésorerie et équivalents de trésorerie		8 673	10 534
Total actif courant		134 703	135 964
Bilan actif		207 985	207 475

Passif normes IFRS	Notes annexes	Montants nets 31/12/05	Montants nets 31/12/04
Capitaux propres :			
Capital	XIII	14 879	14 271
Primes	XIII	17 296	13 792
Réserves	XIII	12 152	5 738
Report à nouveau	XIII	11 222	12 241
Écart de conversion		- 920	- 1 695
Actions propres	XIII	- 443	- 443
Résultat de l'exercice		- 1 632	5 406
Capitaux propres attribuables au groupe		52 553	49 310
Résultat des minoritaires		75	639
Réserves minoritaires		3 837	2 865
Capitaux propres minoritaires		3 911	3 504
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		56 465	52 814
Passif non courant :			
Emprunts obligataires	XII	416	1 008
Emprunts auprès des établissements de crédit	XII	18 337	20 344
Dettes financières diverses	XII	2 228	1 868
Dettes financières crédit-bail	XII	5 026	2 167
Dettes diverses			321
Instruments financiers dérivés	XXIV		25
Impôt différé passif	XI	112	51
Provision pour retraite et autres avantages à long terme	XV	2 656	1 982

Total passif non courant		28 775	27 766
Passif courant :			
Provisions à court terme	XV	4 623	4 034
Emprunts obligataires	XII	736	367
Dettes financières à moins d'un an	XII	50 439	47 266
Instruments financiers	XXIV	7	
Total dettes financières courantes		51 182	47 633
Fournisseurs		37 237	41 568
Autres dettes d'exploitation		19 239	18 297
Dettes fiscales (impôt sur les sociétés)		644	549
Autres dettes diverses		4 437	8 432
Produits constatés d'avance		5 384	6 383
Total passif courant		122 746	126 896
Bilan passif		207 985	207 475

II – Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2005

(En milliers d'euros)

Compte de résultat normes IFRS	Notes annexes	31/12/05	31/12/04
Chiffre d'affaires	XVI	217 570	227 741
Achats consommé	XVI	- 92 835	- 110 196
Charges de personnel	XVI	- 63 697	- 59 252
Charges externes	XVI	- 46 782	- 41 427
Impôts et taxes	XVI	- 3 481	- 3 617
Dotations aux amortissements	XVI	- 6 571	- 6 045
Dotations nettes aux provisions	XVI	- 1 461	- 3 593
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	XVI	- 770	4 780
Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	XVI	- 37	112
Autres produits et charges d'exploitation	XVI	153	- 282
Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations	XVI	- 39	64
Résultat opérationnel		2 049	8 284
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	XVII	113	76
Intérêts et charges financières	XVII	- 3 281	- 3 327
Autres produits et charges financiers (dont gains et pertes de change)	XVII	145	102
Coût de l'endettement financier net		- 3 022	- 3 149
Charge d'impôt	XVII	- 678	838
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	VI	94	71
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		- 1 557	6 044
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		- 1 557	6 044
Attribuable au groupe		- 1 632	5 406
Intérêts minoritaires		75	639
Résultat de base par action (en euros)	XIV	- 0,084	0,309
Résultat dilué par action (en euros)	XIV	- 0,079	0,280

III – Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)

Rubriques	Capital	Titres auto détenus	Primes	Réserves, RAN, résultat consolidés	Écarts de conversion	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 01/01/2004 IFRS	12 865	- 443	9 277	17 904	- 1 700	37 903	2 873	40 776
Résultat consolidé				5 406		5 406	638	6 044
Variation des écarts de conversion					5	5		5
Sous-total charges et produits de la période enregistrés en capitaux propres	0	0	0	5 406	5	5 411	638	6 049
Distributions effectuées						0		0
Variation de capital	1 406		4 515			5 921		5 921
Autres				75		75	- 7	68
Au 31/12/2004 IFRS	14 271	- 443	13 792	23 385	- 1 695	49 310	3 504	52 814
Résultat consolidé				- 1 632		- 1 632	75	- 1 557
Variation des écarts de conversion					775	775		775
Sous-total charges et produits de la période enregistrés en capitaux propres	0	0	0	- 1 632	775	- 857	75	- 782
Distributions effectuées						0		0
Variation de capital	608		3 504			4 112		4 112
Autres				- 11		- 11	332	321
Au 31/12/2005 IFRS	14 879	- 443	17 296	21 742	- 920	52 554	3 911	56 465

IV – Tableau de flux de trésorerie consolidé

(En milliers d'euros)

Rubriques	2 005	2 004
Résultat net de la période	- 1 557	6 044
Ajustements pour :		
Amortissements et provision	8 025	9 622
Résultat de cession d'immobilisations	39	22
Charges d'intérêts	3 281	3 327
Charge d'impôt courant (hors crédit impôt recherche)	1 530	1 294
Variation des impôts différés	383	- 803
Crédit impôt recherche	- 1 259	- 1 328
Autres charges et produits	- 402	0
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	- 94	- 71
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	9 946	18 107
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 8 276	- 2 801
Trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 670	15 306
Impôt sur le résultat payé (hors crédit impôt recherche)	- 1 435	- 1 974
Encaissement sur crédit impôt recherche	203	1 767
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	438	15 099
Acquisitions d'immobilisations	- 6 676	- 8 171
Dividendes reçus des entreprises associées	990	101
Produit de cessions d'immobilisations	173	111
Entrée de périmètre	- 15	- 1 109
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	- 5 528	- 9 068
Dividendes payés	0	- 23
Augmentation de capital en numéraire	4 244	5 967
Nouveaux emprunts	9 927	6 076
Remboursement d'emprunts	- 9 497	- 9 403

Intérêts payés	- 3 185	- 3 235
Trésorerie nette provenant des activités de financement	1 489	- 618
Effet de la variation du taux de change	- 183	36
Trésorerie d'ouverture	- 26 597	- 32 046
Trésorerie de clôture	- 30 381	- 26 597
Variation de trésorerie	- 3 784	5 449
Détail de la trésorerie de clôture :		
Valeurs mobilières	115	113
Disponibilités	8 558	10 421
Concours bancaires (inclus dans le poste dettes financières à moins d'un an)	- 39 054	- 37 131
Total	- 30 381	- 26 597

V – Notes annexes aux comptes consolidés

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2005 ont été arrêtés par le directoire du 20 mars 2006. Ils sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

Base de préparation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2005. Ces états financiers consolidés sont les premiers établis selon le référentiel IFRS. Les dispositions d'IFRS 1 (première application des normes internationales d'information financière) ont été appliquées.

Les normes IAS / IFRS diffèrent des normes appliquées précédemment par le groupe sur certains sujets. La description des effets de la transition aux normes IAS / IFRS sur les états financiers est communiquée dans la note II de la présente annexe.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul ont été appliquées de manière identique pour l'ensemble des périodes présentées.

Les montants mentionnés dans cette annexe sont exprimés en milliers d'euros (keuros).

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables compte tenu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables de certains actifs et passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est enregistré dans la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou dans la période du changement et les périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes du bilan concernés par ces estimations sont les impôts différés actifs, les écarts d'acquisition, les frais de développement immobilisés et les provisions.

Principes comptables

— Périmètre et critères de consolidation : Les états financiers des entreprises contrôlées, directement ou indirectement, par Actielec Technologies sont intégrés globalement dans les états financiers consolidés. Les comptes des sociétés dans lesquelles Actielec Technologies possède une influence notable sont consolidés par mise en équivalence.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels le 31 décembre.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation figure au paragraphe III.

— Élimination des opérations entre les sociétés consolidées : Toutes les transactions entre les sociétés intégrées, ainsi que les résultats internes réalisés, compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées, sont éliminés. Les pertes internes sont éliminées de la même façon que les profits internes, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

— Conversion des comptes annuels des filiales libellés en monnaies étrangères : Les comptes annuels des sociétés étrangères, hors zone euro, sont convertis de la manière suivante :

– les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis au taux de clôture, (à l'exception des écarts d'acquisition antérieurs à la date de transition – voir paragraphe II.1) ;

– les postes du compte de résultat sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de l'exercice. En cas d'activité située dans des pays à forte inflation, les postes du compte de résultat de la filiale concernée seraient convertis au taux de clôture en application de la norme IAS 29 ;

– la différence de conversion est inscrite en tant que composante distincte des capitaux propres et n'affecte pas le résultat.

— Conversion des transactions libellées en devises :

– les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction ;

– les dettes et créances libellées en devises sont converties au taux en vigueur au 31 décembre 2005. Les différences de change latentes dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat ;

– conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

— Principes de reconnaissance du revenu : La reconnaissance du revenu dans les comptes consolidés dépend de la nature du revenu :

– contrats de construction ;

– prestations de services : études, service après vente ;

– ventes de biens.

— Les produits des activités ordinaires sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

– le montant des produits peut être évalué de façon fiable,

– les coûts encourus ou restant à encourir peuvent être évalués de façon fiable,

— il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise.

— Les contrats de construction : Critères de sélection d'un contrat de construction IAS 11 :

— un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation ;

— un ensemble de contrats, qu'ils soient passés avec un client ou avec un ensemble de clients différents, doit être traité comme un contrat de construction unique lorsque :

- cet ensemble de contrats est négocié comme un marché global ;

- les contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale ;

- les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

— Nature des contrats de construction : Dans le groupe Actielec Technologies, les contrats de construction sont de deux natures différentes :

— les contrats d'étude et de fabrication pour un client spécifique ; la marge est reconnue à l'avancement physique (méthode dite des " *milesstones* " ou des pièces fabriquées) ;

— les contrats de fabrication spécifiques pluriannuels ; le chiffre d'affaires et la marge sont comptabilisés en fonction de l'avancement des coûts réalisés par rapport aux coûts estimés du contrat.

Lorsqu'il est probable que les coûts estimés du contrat seront supérieurs aux produits estimés, la perte attendue est immédiatement constatée en charges.

— Les prestations de services : Le service après vente et les contrats d'abonnement :

— le produit résultant du service après vente est étalé de façon linéaire sur la période couverte par la garantie ;

— dans le cadre des contrats d'abonnement, les sociétés sont amenées à facturer en début de période des prestations qui sont livrées de manière échelonnée.

Les produits sont pris en compte de manière linéaire sur les périodes concernées.

— Les autres prestations de service :

— lorsque le résultat peut être connu de façon fiable, la comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge s'effectue selon le degré d'avancement.

— Les ventes de biens : Le produit résultant de la vente de biens est comptabilisé en chiffre d'affaires lors du transfert des risques et avantages liés aux biens. Dans la majorité des cas, il s'agit de la date de livraison du bien.

— Regroupement d'entreprises : Pour les regroupements d'entreprises postérieurs au 1^{er} janvier 2004 sont évalués :

— les actifs, passifs et passifs éventuels de la société acquis à leur juste valeur ;

— le coût d'acquisition des titres comprenant les coûts directs attribuables.

L'écart résiduel entre ces deux valeurs correspond à l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif du bilan en immobilisation incorporelle non amortissable (IFRS 3). Lorsque l'écart d'acquisition est négatif, il est intégré au résultat de la période.

Des intérêts minoritaires sont constatés à hauteur de leur quote-part dans les différences entre les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs, passifs et passifs éventuels à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2004, l'écart d'acquisition est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent. Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du groupe en IFRS au 1^{er} janvier 2004 (cf. note II.1).

Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation (cf note I.10 – Dépréciation des actifs) dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Lorsqu'il résulte du test une perte de valeur, l'écart d'acquisition est diminué du montant correspondant de façon définitive.

— Les autres immobilisations incorporelles : Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Elles sont comptabilisées si elles procurent des avantages économiques futurs au groupe et si elles satisfont aux critères d'identifiabilité ci-dessous :

— elles sont séparables de l'entité (peuvent être vendues, transférées, cédées ...) de façon individuelle ou liées avec un autre actif / passif, ou ;

— elles résultent des droits contractuels ou autres droits légaux.

Les différentes natures d'immobilisations incorporelles identifiables dans le groupe Actielec Technologies sont les frais de développement et brevets et marques.

Les amortissements des immobilisations incorporelles autres que les frais de développement sont calculés linéairement sur des durées d'utilité de 3 à 5 ans.

— Les frais de développement : une immobilisation incorporelle résultant de la phase de développement est comptabilisée à l'actif si, et seulement si, les critères suivants sont respectés :

— la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;

— l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;

— la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;

— la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même, ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;

— la disponibilité des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;

— sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le coût de cette immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par le groupe.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Aucune immobilisation incorporelle résultant de la recherche n'est comptabilisée à l'actif. Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les immobilisations sont constatées à leur coût historique d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les amortissements des frais de développement reflètent le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Les méthodes utilisées sont l'amortissement linéaire ou la méthode des unités d'oeuvre. Les durées d'utilité sont fonction des actifs concernés. Elles sont de 3 à 5 ans, à l'exception du chronotachygraphe dont la durée d'utilité est estimée à 15 ans.

Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilité est considérée indéfinie.

— Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le groupe Actielec Technologies a choisi le modèle du coût comme méthode d'évaluation.

Les éléments du coût comprennent :

— le prix d'achat y compris droits de douane et taxes non remboursables, déduction faite des rabais, remises, ristournes accordées ;

— les coûts directs liés au transfert et à la mise en état d'exploitation de l'actif ;

— le cas échéant, l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et remise en état du site.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Lorsque des éléments significatifs d'immobilisations corporelles peuvent être déterminées et que ces composants ont des durées d'utilité et des modes d'amortissement différents, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes (par composant).

Le groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où le coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Le groupe Actielec Technologies a déterminé trois composants pour les constructions :

- le gros oeuvre : durée d'utilité 40 ans ;
- le second oeuvre : durée d'utilité 20 ans ;
- l'agencement : durée d'utilité 10 ans.

La décomposition de certains bâtiments dont la structure est très spécifique (bardage verre ...) a été adaptée pour que les durées d'utilité correspondent à la véritable durée de vie du bien.

Le montant amortissable est systématiquement réparti sur la durée d'utilité de l'actif. Les amortissements sont calculés linéairement et les durées d'utilité retenues par le groupe sont les suivantes :

- installations techniques, matériel et outillage : sur 6 à 10 ans ;
- autres immobilisations corporelles : sur 3 à 10 ans.

Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture.

Le groupe n'a pas déterminé de valeur résiduelle significative pour ses immobilisations corporelles.

— Contrats de location financement : Les contrats de location ayant pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location financement.

Les actifs financés au moyen de contrats de location financement sont présentés à l'actif à leur juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Cette valeur est ultérieurement minorée du cumul des amortissements et pertes de valeur éventuelles. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers, et amortie sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de location est remplacée par une dotation aux amortissements et une charge financière.

L'actif est amorti conformément à la durée d'utilité prévue par le groupe pour les actifs de même nature.

— Dépréciations d'actifs incorporels et corporels : Des tests de dépréciation annuel sont réalisés sur :

- les écarts d'acquisition (§ 1.6) ;
- les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ;
- les immobilisations incorporelles en cours de constitution.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation des autres actifs est systématiquement réalisé.

Ce test porte sur un actif déterminé ou sur une unité génératrice de trésorerie (U.G.T.). Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les écarts d'acquisition sont affectés à une ou plusieurs UGT. En règle générale, l'UGT pour les écarts d'acquisition est l'entité acquise à l'origine. Dans un cas particulier, l'écart d'acquisition d'Actia Corp. est affecté à plusieurs UGT :

- à hauteur de 2 M € à l'ensemble de la branche Automotive (en raison des synergies liées à l'implantation du groupe aux États-Unis) ;
- pour le reliquat aux entités américaines : Actia Corp. (systèmes embarqués) et Actia Inc. (diagnostic).

Le test de dépréciation a pour but de comparer la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

- la valeur de réalisation diminuée des coûts de la vente ;
- la valeur d'utilité, valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler de l'actif ou d'une UGT. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de prévisionnels à quatre ans de l'UGT ou des groupes d'UGT concernés, validés par la direction du groupe. Les taux de croissance retenus pour les périodes ultérieures sont stables. Les taux d'actualisation sont déterminés en retenant un taux sans risque de la zone géographique concernée, augmenté d'une prime de risque spécifique aux actifs concernés.

Lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel. La perte de valeur d'une UGT est affectée en priorité aux écarts d'acquisition puis aux autres actifs de l'UGT, au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition n'est pas reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

— Les stocks : Les coûts des stocks comprennent :

- les coûts d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ;
- les coûts de transformation (main d'oeuvre et frais indirects de production) ;
- les autres coûts ne sont inclus dans les coûts des stocks que s'ils sont encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Les stocks d'encours de services sont évalués à leur coût de production (main d'oeuvre et autres frais de personnel directement engagés pour fournir le service).

Le coût des stocks est déterminé en utilisant la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS/FIFO) ou celle du coût moyen pondéré.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation (prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

— Les créances clients et autres créances : Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur, le montant de la perte constatée est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

— Affacturage, escompte, Daily et cessions de créances : S'il n'y a pas possibilité de recours par le banquier ou le factor, les créances sont décomptabilisées. Les risques attachés à la créance sont en effet transférés.

En cas de garantie, les créances sont décomptabilisées, sauf à hauteur de la garantie donnée.

Dans le cas contraire, les créances sont maintenues à l'actif du bilan, le groupe gardant le risque de défaillance du débiteur. La somme versée par la banque est inscrite au compte banque en contrepartie de l'inscription d'une dette bancaire au passif. Celle-ci et la créance ne disparaissent du bilan que lorsque le débiteur s'est acquitté de sa dette auprès de l'établissement financier. Les frais encourus sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti, au taux d'intérêt effectif, c'est à dire présentés en déduction de la dette et étalés sur la durée de celle-ci. Enfin, s'il existe des indications objectives d'une perte de valeur, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

— Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie est constituée des disponibilités bancaires en compte à la date de clôture. Les découverts bancaires remboursables à vue constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme très liquides constitués de valeurs mobilières de placement facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont comptabilisés à la valeur liquidative à la date de clôture, le boni de placement étant constaté au compte de résultat.

— Les subventions et autres aides publiques : Le groupe Actielec Technologies a bénéficié d'aides publiques du type "avances remboursables". Ces types de financements porteurs d'intérêts ne rentrent pas dans le cadre de gestion des subventions publiques et des critères de la norme IAS 20. Compte tenu des projets financés et de la forte probabilité de remboursement de ces avances, elles sont présentées en dettes dans les états financiers.

— Les impôts : L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé.

– L'impôt exigible : L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable de la période, en retenant les taux d'impôt en vigueur, et tout ajustement de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt exigible comprend également le crédit impôt recherche calculé au titre de la période.

– Les impôts différés : Les impositions différées résultent notamment :

- des pertes fiscales reportables ;
- du décalage temporel pouvant exister entre la valeur en consolidation et la base fiscale de certains actifs et passifs.

En application de la méthode bilantielle du report variable, les impôts différés sont évalués en tenant compte des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés lorsque leur recouvrement est probable. Ils doivent être imputables sur les bénéfices imposables à venir. Les actifs d'impôt différés sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice fiscal suffisant soit disponible.

En application d'IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

— Les instruments financiers : Les différentes catégories d'instruments financiers sont les actifs détenus jusqu'à échéance, les prêts et créances émis par l'entreprise, les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat et les autres passifs financiers.

— actifs détenus jusqu'à échéance : le groupe Actielec Technologies n'en possède aucun ;

— prêts et créances émis par l'entreprise :

- ils sont comptabilisés au coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe un indicateur de perte de valeur ;

- la décomptabilisation des actifs financiers est conditionnée au transfert des risques et avantages liés à l'actif, ainsi qu'au transfert de contrôle de l'actif. De ce fait, les effets escomptés non échus et les Dailly à titre de garantie sont maintenus au poste clients et comptes rattachés.

— actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat :

- les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture ;

- autres dettes (prêts et emprunts portant intérêt) : elles sont comptabilisées selon la méthode du taux d'intérêt effectif,

— titres de participation : le groupe détient des participations dans des sociétés sans exercer d'influence notable ou de contrôle. Conformément à la norme IAS 39, les titres sont analysés comme disponibles à la vente et sont normalement comptabilisés à la juste valeur avec variations de valeur en capitaux propres. Toutefois, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés au coût. En cas d'indication objective de dépréciation, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

— le groupe utilise également des instruments financiers composés du type obligations convertibles ou bons de souscription d'actions. Ces instruments financiers composés sont ventilés en une composante dette et une composante capitaux propres.

— instruments financiers dérivés : le groupe Actielec Technologies utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition au risques de change et de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le groupe ne détient ni n'émet des instruments financiers à des fins de transactions. Cependant, les instruments dérivés qui ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme des instruments spéculatifs.

— la couverture de risque de taux : le groupe Actielec Technologies a adopté une politique globale de couverture de taux ; ces instruments de couverture ne sont pas directement affectables à certains emprunts mais permettent de couvrir les emprunts à taux variable de façon globale. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

— la couverture du risque de change : pour certaines filiales du groupe Actielec Technologies, la comptabilité de couverture (couverture de flux futurs – *cash-flow hedge*) a été appliquée lorsque les critères étaient respectés (la part efficace de la juste valeur des instruments de couverture est constatée en capitaux propres, puis rapportée en résultat opérationnel lors de la réalisation du sous-jacent, les variations de juste valeur ultérieures suivent le traitement des variations de valeur du sous-jacent liées au change). Les instruments de couverture du risque de change ne respectant pas les critères liés à la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme ci-dessus (instruments de couverture du risque de taux).

— Les actions propres : Les actions propres détenues par le groupe Actielec Technologies sont déduites des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente ou de l'annulation des actions propres. La contrepartie versée ou reçue lors de ces transactions est directement comptabilisée en capitaux propres.

Le plan de stocks options existant dont les droits sont acquis avant la date de transition n'a fait l'objet d'aucun retraitement conformément à la dérogation prévue par IFRS 1.25.

— Les provisions : Une provision est comptabilisée :

— lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés ;

— lorsqu'il est probable qu'il y aura une sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;

— lorsque son montant peut être estimé de façon fiable.

Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation de la dépense. Si l'impact est significatif, le montant est actualisé par application d'un taux avant impôt qui reflète la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques au passif.

Une provision pour garanties est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants. La provision repose sur les données historiques des garanties et est évaluée en pondérant toutes les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

— Avantages au personnel :

Les avantages à court terme sont reconnus en charges de personnel de la période.

Les avantages à long terme concernent :

— les régimes à cotisations définies : les obligations du groupe se limitent au paiement des cotisations périodiques à des organismes extérieurs. La charge est comptabilisée au cours de la période sous la rubrique " charges de personnel ",

— les régimes à prestations définies : il s'agit des indemnités de départ en retraite, provisionnées selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte de facteurs démographiques (rotation du personnel, mortalité) et de facteurs financiers (augmentation des salaires). Le taux d'actualisation retenu est le taux des obligations d'État. Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été calculés,

— les autres avantages à long terme : ils sont provisionnés en fonction de leur acquisition par les salariés concernés. Le montant de l'obligation est calculé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été calculés.

— Fournisseurs et autres dettes : Les dettes fournisseurs et autres créanciers sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Des produits constatés d'avance concernent des contrats d'abonnement souscrits par les clients. Les revenus relatifs à ces contrats sont répartis linéairement sur la durée du contrat (cf. § I.5).

— Modalités de calcul du résultat par action :

— le résultat de base par action correspond au résultat net de l'exercice attribuable au groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice retraité des actions propres ;

— le résultat dilué par action prend en compte tous les contrats qui peuvent donner à leur titulaire le droit d'acheter des actions ordinaires appelées actions ordinaires potentielles dilutives.

Pour le groupe Actielec Technologies, l'effet des plans de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions est pris en compte dans le résultat dilué par action.

— Informations sectorielles : Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activités), soit dans la fourniture de produits ou services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le groupe a retenu une ventilation par secteur d'activité pour le niveau primaire d'information sectorielle, et une ventilation géographique pour le niveau secondaire, ainsi qu'exposé dans la note XVI.

Notes sur la transition aux normes IFRS

Les comptes consolidés du groupe publiés avant l'exercice 2005 étaient établis conformément aux principes comptables applicables en France, et en conformité avec les dispositions du règlement CRC n° 99-02.

Terrains			1 628									1 628
Constructions			6 534									6 534
Installations techniques			4 772									4 772
Autres immobilisations corporelles			3 262									3 262
Titres des sociétés M.E				647								647
Autres immobilisations financières				991								991
Instruments financiers												
Impôt différé actif								7 770				7 770
Crédit impôt recherche non courant								310				310
Actif courant :												
Stock							46 035					46 035
Créances client								48 860				48 860
Autres créances courantes liées à l'activité								7 542				7 542
Autres créances courantes diverses								1 518			75	1 593
Valeurs mobilières de placement									223			223
Disponibilités									6 332			6 332
Sous-total général.....	21 095	18 612	16 195	1 638	57 540	46 035	66 001		6 555	118 591	75	176 206
Éléments de l'actif CRC 99/02 reclassés au passif format IFRS								204		204		204
Total général format CRC 99/02 (version publiée)	21 095	18 612	16 195	1 638	57 540	46 035	66 001	204	6 555	118 795	75	176 410

Valeurs nettes en milliers d'euros	Présentation principes français CRC 99/02									
	Principes français CRC 99/02 au format IFRS	Capitaux propres	Intérêts minoritaires	Autres fonds propres	Provisions pour risques et charges	Dettes et régularisations	Écarts de conversion passif	Sous-total général (version publiée)	Éléments de l'actif CRC 99/02 reclassés au passif IFRS	Total général de la présentation format IFRS
Capitaux propres :										
Capital...	12 865							12 865		12 865
Primes	9 277							9 277		9 277
Réserves	4 906							4 906		4 906
Report à nouveau	12 120							12 120		12 120
Résultat N-1										
Ecart de conversion	- 1 697							- 1 697		- 1 697
Actions propres									- 204	- 204
Résultat de l'exercice	1 941							1 941		1 941
Résultat des minoritaires			56					56		56
Réserves minoritaires			2 839					2 839		2 839
Passif non courant :										
Emprunts obligataires						1 499		1 499		1 499
Emprunts auprès des établissements de crédit						22 236		22 236		22 236
Dettes financières diverses				252				252		252
Dettes financières crédit-bail						1 547		1 547		1 547
Dettes diverses						656		656		656
Instruments financiers dérivés										
Impôt différé passif						17		17		17
Provision pour retraite et autres avantages long terme						1 595		1 595		1 595
Passif courant :										
Provisions à court terme						1 811		1 811		1 811

Emprunts obligataires											
Dettes financières à moins d'un an				396		40 394			40 790		40 790
Instruments financiers											
Fournisseurs						33 312			33 312		33 312
Autres dettes d'exploitation						17 873			17 873		17 873
Dettes fiscales (IS)...						1 201			1 201		1 201
Autres dettes diverses						6 140			6 140		6 140
Produits constatés d'avance						5 175			5 175		5 175
Total général format CRC 99/02 (version publiée)	39 411	2 896	648		3 423	130 033			176 410	- 204	176 206

— Au 31 décembre 2004 :

Valeurs nettes en milliers d'euros	Présentation principes français CRC 99/02												
	Principes français CRC 99/02 au format IFRS	Capital souscrit non appelé	Écarts d'acquisition	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total actif immobilisé	Stocks	Créances	Actions propres	Disponibilités et valeurs mobilières de placement	Total actif circulant	Total général de la présentation format IFRS
Actif non courant :													
Écarts d'acquisition		20 253											20 253
Frais de développement			18 553										18 553
Autres immobilisations incorporelles			1 778										1 778
Terrains				1 558									1 558
Constructions				5 903									5 903
Installations techniques				6 003									6 003
Autres immobilisations corporelles				3 771									3 771
Titres des sociétés M.E						628							628
Autres immobilisations financières						979							979
Instruments financiers													
Impôt différé actif.								8 564					8 564
Crédit impôt recherche non courant								1 451					1 451
Actif courant :													
Stocks							52 283						52 283
Créances clients								56 017					56 017
Autres créances courantes liées à l'activité								6 747					6 747
Autres créances courantes diverses								1 235					1 235
Valeurs mobilières de placement										90			90
Disponibilités										10 421			10 421
Sous-total général		20 253	20 331	17 235	1 606	59 426	52 283	74 015		10 511	136 809	196 235	
Éléments de l'actif CRC 99/02 reclassés au passif IFRS									297		297	297	
Total général format CRC 99/02 (version publiée)		20 253	20 331	17 235	1 606	59 426	52 283	74 015	297	10 511	137 106	196 532	

Valeurs nettes en milliers d'euros	Présentation principes français CRC 99/02									
	Principes français CRC 99/02 au format IFRS	Capitaux propres	Intérêts minoritaires	Autres fonds propres	Provisions pour risques et charges	Dettes et régularisations	Écarts de conversion passif	Sous-total général (version publiée)	Éléments de l'actif 99/02 reclassés au passif IFRS	Total général de la présentation format IFRS
Capitaux propres :										
Capital		14 271						14 271		14 271
Primes		13 792						13 792		13 792
Réserves		6 766						6 766		6 766

Installations techniques	4 772				4 772
Autres immobilisations corporelles	3 262				3 262
Titres des sociétés mises en équivalence	647		- 114		533
Autres immobilisations financières	991				991
Instruments financiers				56	56
Impôt différé actif	7 770		55	- 80	7 746
Crédit impôt recherche non courant	310				310
Actif courant :					
Stocks	46 035				46 035
Créances clients	48 860			8 671	57 531
Autres créances courantes liées à l'activité	7 542				7 542
Autres créances courantes diverses	1 593				1 593
Valeurs mobilières de placement	223			22	245
Disponibilités	6 332				6 332
Totaux	176 206	- 74	428	8 670	185 230

Valeurs nettes en milliers d'euros	Bilan passif au 1er janvier 2004				
	Total général format IFRS (version 99/02)	IAS 38 – Immobilisations incorporelles	IAS 16 – Immobilisations corporelles	IAS 32-39 – Instruments financiers	Soldes IFRS 01/01/2004
Capital	12 865				12 865
Primes	9 277				9 277
Réserves	4 906	- 60	440	- 1 443	3 843
Report à nouveau	12 120				12 120
Résultat N-1					
Écart de conversion	1 697		- 3		- 1 700
Actions propres	204			- 240	- 443
Résultat de l'exercice	1 941				1 941
Résultat des minoritaires	56				56
Réserves minoritaires	2 839	- 14	- 4	- 5	2 817
Passif non courant :					
Emprunts obligataires	1 499			- 62	1 438
Emprunts auprès des établissements de crédit	22 236				22 236
Dettes financières diverses...	252			1 600	1 852
Dettes financières crédit-bail	1 547				1 547
Dettes d'exploitation à plus d'un an					
Dettes diverses	656			- 28	628
Instruments financiers dérivés				43	43
Impôt différé passif	17		9		26
Provision pour retraites et autres avantages long terme...	1 595				1 595
Passif courant :					
Provisions à court terme	1 811		- 15	245	2 041
Emprunts obligataires				- 87	- 87
Dettes financières à moins d'un an	40 790			8 671	49 462
Instruments financiers					
Fournisseurs	33 312				33 312
Autres dettes d'exploitation	17 873				17 873
Dettes fiscales (IS)	1 201				1 201
Autres dettes diverses	6 140			- 26	6 114

Produits constatés d'avance	5 175				5 175
Totaux	176 206	- 74	428	8 670	185 230

— Au 31 décembre 2004 :

Valeurs nettes en milliers d'euros	Bilan actif au 31 décembre 2004				
	Total général format IFRS (version 99/02)	IAS 38 – Immobilisations incorporelles	IAS 16 – Immobilisations corporelles	IAS 32-39 – Instruments financiers	Soldes IFRS 31/12/2004
Actif non courant :					
Écarts d'acquisition	20 253	1 652			21 905
Frais de développement	18 553				18 553
Autres immobilisations incorporelles	1 778	- 67			1 711
Terrains	1 558				1 558
Constructions	5 903		584		6 487
Installations techniques	6 003				6 003
Autres immobilisations corporelles	3 771				3 771
Titres des sociétés mises en équivalence	628		- 125		503
Autres immobilisations financières	979				979
Instruments financiers				9	9
Impôt différé actif	8 564		49	- 35	8 579
Crédit impôt recherche non courant	1 451				1 451
Actif courant :					
Stocks	52 283				52 283
Créances clients	56 017			9 147	65 164
Autres créances courantes liées à l'activité	6 747				6 747
Autres créances courantes diverses	1 235				1 235
Valeurs mobilières de placement	90			24	113
Disponibilités	10 421				10 421
Totaux	196 235	1 585	509	9 145	207 475

Valeurs nettes en milliers d'euros	Bilan passif au 31 décembre 2004				
	Total général format IFRS (version 99/02)	IAS 38 – Immobilisations incorporelles	IAS 16 – Immobilisations corporelles	IAS 32-39 – Instruments financiers	Soldes IFRS 31/12/2004
Capitaux propres :					
Capital	14 271				14 271
Primes	13 792				13 792
Réserves	6 766	- 60	472	- 1 441	5 737
Report à nouveau	12 241				12 241
Résultat N-1					
Écart de conversion	1 699		4		- 1 695
Actions propres	297			- 147	- 444
Résultat de l'exercice	3 866	1 585	40	- 86	5 405
Résultat des minoritaires	562	74		1	638
Réserves minoritaires	2 884	- 14		- 5	2 866

Passif non courant :					
Emprunts obligataires	1 060			- 52	1 008
Emprunts auprès des établissements de crédit	20 344				20 344
Dettes financières diverses	268			1 600	1 868
Dettes financières crédit-bail	2 167				2 167
Dettes d'exploitation à plus d'un an					
Dettes diverses	329			- 8	321
Instruments financiers dérivés				25	25
Impôt différé passif	43		8		51
Provision pour retraites et autres avantages long terme	1 982				1 982
Passif courant :					
Provisions à court terme	3 795		- 15	255	4 035
Emprunts obligataires	495			- 128	367
Dettes financières à moins d'un an	38 118			9 147	47 265
Instruments financiers					
Fournisseurs	41 568				41 568
Autres dettes d'exploitatio	18 961			- 18	18 943
Autres dettes diverses	8 335				8 335
Produits constatés d'avance	6 383				6 383
Totaux	196 235	1 585	509	9 145	207 475

Valeurs nettes en milliers d'euros	Compte de résultat au 31 décembre 2004				
	Total général format IFRS (version 99/02)	IAS 38 IFRS 3 – Immobilisations incorporelles	IAS 16 – Immobilisations corporelles	IAS 32-39 – Instruments financiers	Soldes IFRS 31/12/2004
Chiffre d'affaires	227 741				227 741
Achats consommés	- 110 196				- 110 196
Charges de personnel	- 59 252				- 59 252
Charges externes	- 41 427				- 41 427
Impôts et taxes	- 3 617				- 3 617
Dotations nettes aux amortissements	- 7 734	1 659	30		- 6 045
Dotations nettes aux provisions	- 3 500			- 93	- 3 593
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	4 780				4 780
Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	112				112
Autres produits et charges d'exploitation	- 281	- 1			- 282
Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations	64				64
Résultat opérationnel	6 690	1 658	30	- 93	8 284
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	74			2	76
Coût de l'endettement financier brut	- 3 321			- 6	- 3 327
Autres produits et charges financiers (dont gains et pertes de change hors exploitation)	130			- 29	102
Coût de l'endettement financier net	3 117			- 33	- 3 149
Charge d'impôt	775		20	42	838
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	81		- 9		71
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	4 429	1 658	40	- 83	6 044
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession					
Résultat net	4 429	1 658	40	- 83	6 044

II. – 2.3. Réconciliation des tableaux de flux de trésorerie :

Les impacts sur le tableau de flux de trésorerie publiés en normes françaises au 31 décembre 2004 par rapport à celui présenté en normes IFRS sont décrits dans le tableau ci-après.

Valeurs nettes en milliers d'euros	31/12/04 (Version 99/02)	Retraitements IFRS			31/12/04 IFRS
		IAS 38 IFRS 3 Immobilisations incorporelles	IAS 16 Immobilisations corporelles	IAS 32-39 Instruments financiers	
Résultat net des sociétés intégrées	4 348	1 658	50	- 83	5 973
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :					
Amortissements et provisions	11 310	- 1 658	- 30		9 622
Autres produits et charges	22				22
Impôts différés	741		- 20	- 42	- 803
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	14 939	0	0	- 125	14 814
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	101				101
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 567			- 476	- 3 042
Flux net de trésorerie généré par l'activité	12 473	0	0	- 601	11 872
Acquisitions d'immobilisations	8 171				- 8 171
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	77			34	111
Entrée de périmètre	1 109				- 1 109
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	9 203	0	0	34	- 9 169
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère					
Dividendes versés aux actionnaires des sociétés intégrées	23				- 23
Augmentations de capital en numéraire	5 967				5 967
Émissions d'emprunts	6 076				6 076
Remboursements d'emprunts	9 311				- 9 311
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 709	0	0	0	2 709
Incidence des variations de cours de devises	36				36
Variations de trésorerie	6 015	0	0	- 566	5 449
Trésorerie d'ouverture	23 193			- 8 853	- 32 046
Trésorerie de clôture	17 177			- 9 420	- 26 597

— Sociétés consolidées

Nom	Siège	N° Siren	% de Contrôle		Méthode de consolidation		Métiers
			12/04	12/05	12/04	12/05	
Actielec Technologies	Toulouse	542 080 791	Société consolidante		Société consolidante		Holding
Automotive :							
Actia	Toulouse	389 187 360	99,97	99,97	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia Muller Services	Toulouse	350 183 182	99,99	99,99	I. – G.	I. – G.	Fabrication et distribution de matériels mécaniques pour garages et centres de contrôle
Tecnofrance	Méry sur Oise	342 201 563	99,50	99,50	I. – G.	I. – G.	Sans activité industrielle
Autotech	Méry sur Oise	392 235 586	71,58	92,89	I. – G.	I. – G.	Sans activité industrielle
Parma	Méry sur Oise	400 812 897	100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Immobilier
Aixia	Le Bourget du Lac	381 805 514	99,91	99,91	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Aton Systèmes	Maison Alfort	384 018 263	87,80	87,80	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques

Actia UK	Newtown (Pays de Galles)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Tekhne	Farnborough (Angleterre)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Sans activité industrielle depuis 1 995
Actia Videobus	Getafe Madrid (Espagne)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications de matériels audio et vidéo
Actia Automotive	Getafe Madrid (Espagne)		80,01	80,01	I. – G.	I. – G.	Distribution de produits de diagnostic
Sci los olivos	Getafe Madrid (Espagne)		39,99	39,99	M.E.	M.E.	Immobilier
Karfa	Mexico (Mexique)		90,00	90,00	I. – G.	I. – G.	Gestion de participations
Actia de Mexico	Mexico (Mexique)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Fabrication et distribution de matériels audio et vidéo
Actia do Brasil	Porto Alegre (Brésil)		90,00	90,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia Inc	Elkhart-Indiana (U.S.A.)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Société sans activité
Atal	Tabor (Rep.Tchèque)		89,98	89,98	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia Italia	Torino (Italie)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
I + Me Actia	Braunsweig (Allemagne)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia Corp	Elkhart-Indiana (U.S.A.)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia NL	Nuenen (Pays-Bas)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia Poltik SP	Lodz (Pologne)		70,00	70,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Cipi	Tunis (Tunisie)		65,60	65,60	I. – G.	I. – G.	Fabrications électroniques
Actia India	New Delhi (Inde)		51,00	51,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia Shangai	Shangai (Chine)		100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Actia Nordic	Spanga (Suède)		52,00	52,00	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Télécommunications :							
Sodielec SA (1)	St Georges de Luzeçon	699 800 306	90,47	91,10	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Sci sodimob	St Georges de Luzeçon	419 464 490	60,00	60,00	I. – G.	I. – G.	Immobilier
Pilgrim	Toulouse	403 566 375	99,99	99,99	I. – G.	I. – G.	Études et fabrications électroniques
Ardia (2)	Tunis (Tunisie)		–	60,00		I. – G.	Études électroniques
SCI de l'Oratoire (3)	Toulouse	345 291 405	100,00	100,00	I. – G.	I. – G.	Immobilier
SCI Les Coteaux de Pouvoirville	Toulouse	343 074 738	27,50	27,50	M.E.	M.E.	Immobilier

(1) Suite à l'augmentation du capital de Sodielec SA, intervenue le 27/05/2005, le pourcentage de contrôle de cette société est passé de 90,47 % à 91,10 %.

(2) Le 27 mai 2005, le groupe a créé la société Ardia. Cette société est contrôlée à 60 % par Actielec Technologies.

(3) La SCI de l'Oratoire est détenue à 86 % par Actielec Technologies et 14 % par Actia.

— Immobilisations incorporelles : Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

(En milliers d'euros)	Au 31/12/04 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions transfert	Cessions et autres diminutions	Au 31/12/05 IFRS
Écarts d'acquisition	21 905	93				21 998
Frais de développement	24 595		132	3 439	- 912	27 254
Autres immobilisations incorporelles	6 497		5	479	- 68	6 913
Total	52 997	93	137	3 918	- 980	56 165

et les amortissements :

(En milliers d'euros)	Au 31/12/04 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	Au 31/12/05 IFRS
Frais de développement	6 042		- 6	3 209	- 912	8 333
Autres immobilisations incorporelles	4 786		- 10	417	- 46	5 147
Total	10 828		- 16	3 626	- 958	13 480

Les nouvelles immobilisations incorporelles :

- ont été générées en interne (production immobilisée) + 3,4 M €,
- ont été acquises à l'extérieur + 0,5 M €.

Les frais de développement immobilisés au cours de l'exercice 2005 (acquisition en valeur brute) concernent principalement le chronotachygraphe (+1,6 M €).

L'augmentation des frais de développement immobilisés provient essentiellement de :

- Actia SA (+ 1,8 M €),
- Actia de Mexico (+ 0,1 M €),
- Sodielec SA (+ 1,4 M €).

Le tableau ci-dessous résume l'évolution du coût total des dépenses de recherche et développement :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Automotive	24 422	24 530
Dont coût des études commandées par les clients	11 337	12 748
Dont immobilisations	1 708	2 146
Dont charges de l'année	11 377	9 636
Télécommunications	11 273	10 820
Dont coût des études commandées par les clients	1 553	2 339
Dont immobilisations	1 718	1 283
Dont charges de l'année	8 002	7 138
Total	35 695	35 350
Amortissement des immobilisations de développement immobilisés n'entrant pas dans le calcul du coût total	3 209	3 245

Le détail des écarts d'acquisition est le suivant :

(En milliers d'euros)	Valeurs au bilan
Cipi	922
Aton Systèmes	390
Karfa	31
Actia Corp	7 501
Actia Poltik	224
Actia Automotive	38
Actia Nordic	587
Sodielec	12 305
Total	21 998

L'augmentation de capital de Sodielec SA le 27 mai 2005 a été en partie souscrite par Actielec Technologies. Ainsi le pourcentage de contrôle du groupe sur Sodielec SA est passé de 90,47 % à 91,10 %. De ce fait, un écart d'acquisition a été calculé. L'écart d'acquisition positif de 93 k € a été constaté au 31 décembre 2005.

Conformément à la norme IAS 36, la totalité des écarts d'acquisition a été soumise à des tests de dépréciation, qui n'ont pas mis en évidence de perte de valeur.

Il s'agit notamment des écarts d'acquisition d'Actia Corp. et de Sodielec dont les informations relatives aux tests sont détaillées ci-dessous :

- test sur l'écart d'acquisition d'Actia Corp. (U.S.A.) :

L'écart d'acquisition d'Actia Corp. est affecté à plusieurs UGT :

- à hauteur de 2 M € à l'ensemble de la branche Automotive (en raison des synergies liées à l'implantation du groupe aux États-Unis),
- pour le reliquat aux entités américaines : Actia Corp. (Systèmes embarqués) et Actia Inc. (Diagnostic).

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité de l'UGT. Elle a été déterminée en tenant compte des hypothèses suivantes :

- les prévisions de cash-flow établies par le management tiennent compte de l'évolution du chiffre d'affaires fondé sur l'évaluation du carnet de commande des quatre prochaines années ainsi que sur l'évolution du besoin en fonds de roulement calculé suivant l'évolution de l'activité,
- le niveau d'investissement annuel,
- le management a chiffré ces hypothèses en se fondant sur l'expérience passée,
- la période couverte pour ces prévisions de cash-flow est de quatre années (de 2006 à 2009),
- la taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital. Il a été établi sur la base d'un coût du capital de 13,0 % et d'un coût net de la dette de 3,6 %. Le taux retenu pour l'actualisation des cash-flows et la valeur terminale s'élève à 11,1 %.

Ci-après les hypothèses justifiant les taux retenus :

- coût du capital :
- T Bonds US : 4,46 %,
- prime de risque moyenne des sociétés de l'Eurolist Compartiment C : 5,94 %,
- beta compris entre 1,355 (Source Bloomberg) et 1,54 (Source Datastream).
- coût de la dette :
- coût de la dette à moyen long terme avant impôt de 6 %,
- un taux d'imposition de 40 %, taux utilisé dans le cadre de la détermination des cash-flows.
- la valeur terminale a été déterminée à partir d'un cash-flow auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 1 %.
- test sur l'écart d'acquisition de Sodielec :

L'écart d'acquisition de Sodielec a été rattaché à une UGT composée de l'ensemble des actifs immobilisés de la société Sodielec SA, le tout représentant une valeur nette globale de 19,9 M €.

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité de l'UGT. Elle a été déterminée en tenant compte des hypothèses suivantes :

- les prévisions de cash-flow établies par le management tiennent compte de l'évolution du chiffre d'affaires fondé sur l'évaluation du carnet de commande des quatre prochaines années ainsi que sur l'évolution du besoin en fonds de roulement calculé suivant l'évolution de l'activité,
- le niveau d'investissement annuel,
- le management a chiffré ces hypothèses en se fondant sur l'expérience passée,
- la période couverte pour ces prévisions de cash-flow est de quatre années (de 2006 à 2009),
- la taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital. Il a été établi sur la base d'un coût du capital de 12,0 % et d'un coût net de la dette de 3,3 %. Le taux retenu pour l'actualisation des cash-flows et la valeur terminale s'élève à 9,9 %.

Ci-après les hypothèses justifiant les taux retenus :

- coût du capital :
- OAT 10 ans : 3,38 %
- prime de risque moyenne des sociétés de l'Eurolist Compartiment C : 5,94 %,
- beta compris entre 1,355 (Source Bloomberg) et 1,54 (Source Datastream).
- coût de la dette :
- coût de la dette à moyen long terme avant impôt de 5 %,
- un taux d'imposition de 33,33 %, taux utilisé dans le cadre de la détermination des cash-flows.
- la valeur terminale a été déterminée à partir d'un cash-flow auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 1 %.

- Immobilisations corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

(En milliers d'euros)	Au 31/12/04	Variation périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions et transferts	Cessions et autres diminutions	Au 31/12/05
Terrains	1 571		48			1 619
Constructions	11 362		291	10		11 663
Installations techniques matériels outillages	25 885		210	3 381	- 646	28 830
Autres immobilisations	13 397		364	755	- 1 095	13 421
Total	52 215		913	4 146	- 1 741	55 533
Dont crédit-bail :						
Terrains	62			159	- 1	221
Constructions	2 256			2 044	- 1	4 300
Installations techniques matériels outillages	3 451			1 255		4 706
Autres immobilisations	2 070				- 437	1 633

(1) L'augmentation du crédit-bail est liée à la cession-bail des bâtiments de la SCI Oratoire au cours du 1^{er} semestre 2005 (2,1 M €).

La totalité des nouvelles immobilisations corporelles a été acquise auprès de fournisseurs extérieurs.

En 2005, les acquisitions les plus significatives concernent :

- les installations techniques + 3,4 M €
(dont Actia SA 1,7 M € dont 1,2 M € en crédit-bail, CIPI 0,6 M €),
- les autres immobilisations + 0,7 M €
(dont AMS SA 0,1 M €, Actia Videobus 0,1 M €, Actia Corp 0,2 M €, CIPI 0,1 M €).

Les immobilisations corporelles données en garantie sont détaillées au paragraphe XXIII-Garanties sur éléments d'actif.

Les amortissements :

(En milliers d'euros)	Au 31/12/04 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	Au 31/12/05 IFRS
Terrains	13			13	- 13	13
Constructions	4 875		49	547	0	5 471
Installations techniques matériels outillages	19 882		116	2 091	- 301	21 788
Autres immobilisations	9 625		164	294	- 395	9 688
Total	34 395		329	2 945	- 709	36 960
Dont crédit-bail :						
Terrains	0			13		13
Constructions	900			1 122		2 022
Installations techniques matériels outillages...	2 189			562		2 751
Autres immobilisations	2 023			37	- 437	1 623

— Titres des sociétés mises en équivalence

(En milliers d'euros)	Valeur des titres IFRS		Quote-part du résultat IFRS	
	31/12/04	31/12/05	31/12/04	31/12/05
Sci los olivos	122	143	25	21
SCI de Pouvoirville	381		46	73
Total	503	143	71	94

La situation nette de SCI de Pouvoirville est devenue négative du fait du retraitement de la plus-value sur *lease-back* fin 2004 et de la distribution de dividende début 2005. Les titres mis en équivalence négatifs sont présentés en provision au 31 décembre 2005 (cf § XV). Des informations financières relatives aux sociétés mises en équivalence sont données ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31/12/04		31/12/05	
	SCI Los Olivos	SCI de Pouvoirville	SCI Los Olivos	SCI de Pouvoirville
Total actifs	1 527	4 297	1 532	770
Dettes	1 223	253	1 175	38
Chiffre d'affaires	192	596	200	624
Résultat	63	3 205	52	95

— Autres immobilisations financières

(En milliers d'euros)	Valeurs nettes 31/12/04		Valeurs nettes 31/12/05	
Autres titres immobilisés :				
Branche Automotive		453		453
Branche Télécommunications		0		0
Non affecté		19		19
Créances rattachées à des participations :				
Branche Automotive		215		206
Branche Télécommunications		0		0
Non affecté		0		0
Dépôts et cautionnements :				
Branche Automotive		249		309
Branche Télécommunications		35		21
Non affecté		0		0
Prêts et divers :				
Branche Automotive		4		6
Branche Télécommunications		0		0
Non affecté		4		5
Total		979		1 019

— Stocks

Les valeurs de réalisation nette des stocks ont évolué comme suit :

(En milliers d'euros)	2004				2005			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté (1)	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté (1)	Comptes consolidés groupe
Matières premières	16 603	5 539	0	22 142	17 161	6 118	0	23 279
En cours de biens et services	4 828	8 380	0	13 208	3 737	7 893	0	11 630
Produits intermédiaires et finis	6 388	2 789	0	9 177	7 351	2 595	0	9 946
Marchandises	7 274	64	418	7 756	8 616	72	0	8 688
Total	35 093	16 772	418	52 283	36 865	16 678	0	53 543

(1) stocks DGA portés par Actielec Technologies (Comptes sociaux) : 418 k € au 31/12/2004 et 0 k € au 31/12/05.

Il n'y a pas eu de mise au rebut de stocks au cours de l'exercice 2005.

Les dépréciations de stocks ont évolué comme suit :

(En milliers d'euros)	2004				2005			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Matières premières	2 032	524	0	2 556	1 755	524	0	2 279
En cours de biens et services	124	0	0	124	117	0	0	117
Produits intermédiaires et finis	440	165	0	605	486	165	0	651
Marchandises	1 685	0	0	1 685	1 886	0	0	1 886
Total	4 281	689	0	4 970	4 244	689	0	4 933

— Clients et autres créances

Les créances clients sont à échéance à moins d'un an. Le montant des créances clients ayant fait l'objet d'un financement Dailly s'élève à 16 182 k € au 31/12/05.

Les créances fiscales et sociales s'élèvent à 3,5 M € et comprennent notamment :

— du crédit impôt recherche à hauteur de 2,7 M € dont :

— branche Automotive 1,2 M €

— branche Télécommunications 1,5 M €

— de la TVA déductible à hauteur de 1,8 M € dont :

— Actia SA 0,5 M €

— Actia Muller Services SA 0,6 M €

— du crédit d'impôt sur les sociétés à hauteur de 1,6 M € avec comme principales sociétés concernées :

— Actia SA 0,5 M €

— Actia Italie 0,3 M €

— Sodielec 0,3 M €

— des créances sociales à hauteur de 0,5 M €.

— Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat

La trésorerie est constituée :

— de valeurs mobilières de placement à hauteur de 115 k €,

— de disponibilités bancaires à hauteur de 8 558 k €,

— de concours bancaires courants, inclus dans les "Dettes Financières à moins d'un an" dans le passif courant dont le montant s'élève au 31/12/05 à 39 054 k €.

La trésorerie nette disponible s'élève donc à - 30 381 k € au 31/12/05.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture. L'impact sur les réserves et le résultat est détaillé dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31/12/04				31/12/05			
	Valeur comptable	Juste valeur	Impact réserves	Impact résultat	Valeur comptable	Juste valeur	Impact réserves	Impact résultat
Valeurs mobilières de placement	89	113	22	2	89	115	24	2

— Impôts différés

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/05
Actifs d'impôts constatés au titre des :		
Décalages temporels	882	440
Déficits reportables	7 698	7 818
Total net des actifs d'impôts	8 580	8 258
Passifs d'impôts constatés au titre des :		
Passifs d'impôts différés	51	112
Total net des passifs d'impôts	51	112
Total net des actifs ou passifs d'impôts différés	8 529	8 146

Les moins-values long terme des sociétés françaises du groupe, qui n'ont pas été activées, représentent une base totale d'impôt de 2,3 M € (2,3 M € au 31/12/04) soit un impôt récupérable de 184 k € (253 k € au 31/12/04).

— Dettes financières

Les dettes financières par nature de crédit et par échéance se répartissent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/04				31/12/05			
	<31/12/05	>01/01/06 <31/12/09	>01/01/10	Total	<31/12/06	>01/01/07 <31/12/10	>01/01/11	Total
Emprunts obligataires	367	1 008		1 375	736	416		1 152

Emprunts auprès des établissements de crédit	7 556	17 189	3 154	27 900	9 522	15 513	2 824	27 859
Dettes financières diverses	1 995	1 868		3 863	819	2 228		3 047
Dettes financières crédit-bail (1)	582	1 499	668	2 749	1 044	2 835	2 191	6 070
Concours bancaires et découverts	37 132			37 132	39 054			39 054
Total	47 633	21 564	3 822	73 019	51 175	20 992	5 015	77 182

(1) Cf paragraphe V

Les dettes financières par devise de souscription se répartissent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/05				
	Euro	Dollar	Couronne suédoise	Autres	Total
Emprunts obligataires	1 152				1 152
Emprunts auprès des établissements de crédit	25 465	2 204		159	27 859
Dettes financières diverses	2 067	2		84	3 047
Dettes financières crédit-bail	6 070				6 070
Concours bancaires et découverts	34 012	1 575		3 310	39 054
Total	68 766	3 781		3 553	77 182

— Le ratio " Endettement net / fonds propres " est le suivant :

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/05
Emprunts obligataires convertibles	1 375	1 152
Dettes financières établissements de crédit	27 900	27 859
Dettes financières de crédit-bail	2 749	6 070
Dettes financières diverses	3 863	3 047
Concours bancaires et découverts	37 132	39 054
Sous-total A	73 019	77 182
Autres valeurs mobilières	113	115
Disponibilités	10 421	8 558
Sous-total B	10 534	8 673
Total endettement net A – B	62 485	68 509
Total fonds propres	52 814	56 465
Ratio endettement net / fonds propres	118 %	121 %

Ce ratio est fortement impacté par le financement du poste client, du retraitement du crédit-bail immobilier et des BSA (ci-dessous expliqué).

— les concours bancaires et découverts sont accordés généralement pour une durée de un an et sont renouvelables en milieu d'exercice. Ils sont impactés du poids du financement du poste client (Daily) pour 16,2 M € au 31/12/05 contre 14,8 M € au 31/12/04.

— l'emprunt obligataire convertible en actions a été émis fin décembre 2001 par Sodielec SA aux conditions suivantes :

- obligations nominatives émises à 18 € de nominal au pair,
- durée de l'emprunt : 6 ans à compter de l'émission,
- intérêt annuel : 2,5 % l'an payable les 30 juin et 31 décembre de chaque année,
- droit de conversion : une action pour une obligation,
- exercice du droit de conversion : à tout moment.

En cas de non-conversion, les obligations seront remboursées pour un tiers les 4^e, 5^e et 6^e années ; elles donneront droit dans ce cas à une prime de non-conversion calculée à un taux tel que le taux actuariel brut global sera de 6 % l'an. Au 31 décembre 2005, aucun droit de conversion n'a été exercé.

— fin 2003, Actia SA a obtenu un emprunt de 4 M € dans le cadre du financement des coûts de développement du chronotachygraphe. Cet emprunt est assorti du respect de conventions lié au démarrage du marché chronotachygraphe, calculés en fonction de l'endettement de la branche Automotive. Les ratios financiers d'endettement à respecter sont les suivants :

- R. 1 = Dette financière nette consolidée divisée par les fonds propres consolidés : inférieur à 1 en 2005,
- R. 2 = Dette financière nette consolidée divisée par l'excédent brut d'exploitation consolidé : inférieur à 4 en 2005 et inférieur à 3 à partir de 2006,
- R. 3 = Cash flow libre consolidé divisé par le service de la dette financière consolidée : supérieur à 1,1.

La société Actielec Technologies, en tant que caution de sa filiale Actia, s'engage à distribuer à ses actionnaires à compter des résultats des exercices 2004 et suivants, des dividendes au delà des sommes nécessaires au désendettement, uniquement si le ratio endettement net sur fonds propres (sans prise en compte du financement du poste client) d'Actielec Technologies au niveau consolidé, et après distribution est inférieur ou égal à 1.

— les garanties données sur les emprunts et dettes financières sont listées au § XXIII.

— En 2003, l'ANVAR, Agence Française de l'Innovation, et Actielec Technologies ont signé un accord pour convertir une aide à l'innovation (avance remboursable) en bons de souscription d'actions (BSA), sur la Société Actia. Le 11 juin 2003, l'ANVAR a souscrit 943 bons de souscription d'actions aux conditions suivantes :

- chaque bon émis permettra la souscription d'une action de la société,

— les actions nouvelles souscrites au moyen de l'exercice des bons devront être intégralement libérées lors de leur souscription à un prix de 283 € par action,

— les bons pourront être exercés à tout moment dans un délai de 8 ans à compter de l'autorisation d'émission. Au delà, les bons non exercés perdront toute valeur.

La société Actielec Technologies SA s'est engagée à racheter les BSA encore détenus par l'ANVAR dans les cas et selon les conditions suivantes :

— dans la mesure où les titres d'Actielec Technologies n'ont fait l'objet d'aucun dépôt d'offre publique (OPA, OPE, OPR ...) : à compter du 1^{er} janvier 2008, le prix de cession des BSA sera égal à la plus élevée des valeurs définies ci-dessous :

— la valeur de l'action de la société telle qu'elle ressort de la dernière opération significative connue à la date de la notification par l'ANVAR (cession d'actions, augmentation de capital ...),

— la valeur de l'action établie à partir de la valeur de la société rapportée à une action. La valeur de la société correspond à la différence entre :

— le cours moyen boursier sur 200 jours d'Actielec Technologies multiplié par le nombre total d'actions le tout divisé par 0,85,

— la somme des valeurs des autres sociétés détenues par Actielec Technologies au prorata de sa participation au capital de chacune de ses sociétés,

— dans le cas où pendant la durée de la convention, les titres du capital d'Actielec Technologies feraient l'objet du dépôt d'une offre publique (OPA, OPE, OPR ...), le prix de cession des BSA sera égal à la valeur de l'action établie à partir de la valeur de la société rapportée à une action. La valeur de la société correspond dans ce cas à la différence entre :

— le prix de cession par action d'Actielec Technologies retenu à l'issue de l'offre publique multiplié par le nombre total d'actions à la date de dépôt de l'offre publique le tout divisé par 0,85,

— la somme des valeurs des autres sociétés détenues par Actielec Technologies à la date de dépôt de l'offre publique au prorata de sa participation au capital de chacune de ses sociétés.

En conséquence, ces bons de souscription d'action sont présentés en dettes pour un montant de 1,6M €.

— Capitaux Propres

— Au cours de l'exercice 2005, la variation des capitaux propres du groupe est notamment liée à :

— l'augmentation de capital de Actielec Technologies SA dont les conditions et données chiffrées sont détaillées ci-dessous,

— la variation de périmètre liée à l'augmentation de capital de Sodielec SA pour les intérêts minoritaires.

— le programme de rachat d'actions propres a été initialement autorisé par l'AMF (COB) le 14 décembre 2000 sous le visa n° 00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le visa n° 02-357. Deux nouveaux programmes de rachat d'actions propres ont été successivement autorisés par les assemblées générales des 9 mai 2003 et 30 avril 2004 pour des durées de 18 mois. Ces nouveaux programmes n'ont pas nécessité d'autorisation préalable de l'AMF car :

— les actions rachetées ne peuvent plus être annulées,

— le plafond de rachat autorisé est de 0,5 % du capital social,

— les deux objectifs des programmes sont la régularisation des cours par intervention systématique à contre-tendance et l'intervention par achats et ventes en fonction des situations du marché.

Au 31 décembre 2005, le programme de rachat d'actions propres se solde par la détention de 61 961 actions comptabilisées en diminution des capitaux propres pour leur valeur brute (290 154 €). Le prix moyen d'achat s'élève à 4,68 €.

Hors programme de rachat, Actielec Technologies détient également 1 400 actions propres comptabilisées en moins des capitaux propres pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par Mors SA au moment de la fusion.

Au cours de l'exercice 2005, Actielec Technologies a utilisé 35 actions propres pour la transformation de 70 BSA (FR. 0010121061). Ce transfert n'a généré aucun flux de trésorerie mais la transformation des BSA.

— Après l'augmentation de capital du 27 avril 2005, le capital social de la société Actielec Technologies est composé de 19 838 699 actions de 0,75 euros chacune, soit un capital social de 14 879 024,25 euros.

Cette augmentation de capital a été effectuée aux conditions suivantes :

— Emission et attribution gratuite de 19 028 208 BSA à raison de 1 BSA par action Actielec Technologies,

— 20 BSA donnaient droit au titulaire de BSA de souscrire une action Actielec Technologies de 0,75 euros de valeur nominale, au prix de 5,20 euros par titre, intégralement libéré en espèces,

— 810 491 actions nouvelles ont été créées.

La différence entre la valeur nominale des nouvelles actions (0,75 € / action) et leur prix de souscription (5,20 € / action) soit 3 606 684,95 € a été affectée au poste " Prime d'émission " après déduction des frais inhérents à l'augmentation de capital (198 608,21 €).

— Les caractéristiques des bons de souscription ou d'achat d'actions attribuées lors de l'augmentation de capital du 16 octobre 2004 sont les suivantes :

— le droit attaché aux bons : souscrire ou acquérir contre paiement du prix d'exercice des actions à émettre ou existantes,

— la parité d'exercice, fixée initialement à 2 bons pour 1 action, est désormais de 1,002 actions,

— le prix d'exercice a été fixé à 4,50 euros,

— le titulaire de bons a la faculté d'exercer les bons à tout moment à partir du 15 octobre 2004 jusqu'au 14 octobre 2007. Passé ce délai de trois ans, les bons qui n'auront pas été exercés deviendront caducs,

— en cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital, de fusion, de scission et d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires de la société, la société se réserve le droit de suspendre l'exercice des bons pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois,

— Les bons font l'objet d'une cotation indépendante de celle des actions d'origine Euronext Paris (FR. 0010121061), Eurolist C. Au 31 décembre 2005, le cours unitaire était fixé à 0,51 €.

Au cours de l'exercice 2005, 42 400 BSA ont été exercés. Le montant libéré a été inscrit dans les capitaux propres d'Actielec Technologies et l'augmentation de capital sera constatée par le directoire du 20 mars 2006. A noter que 70 BSA également exercés et libérés ont donné lieu à l'attribution de 35 actions prélevées sur les actions propres détenues par Actielec Technologies (cf § – Programme de rachat ci-dessus).

— La situation nette sociale d'Actielec Technologies SA a évolué comme suit pendant l'exercice :

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/04 avant affectation	Affectation du résultat 2004		Augmentation de capital	Exercice BSA	Solde au 31/12/2005
		Dividendes	Autres			
Capital	14 271			608		14 879
Prime d'émission et de fusion	13 792			3 408		17 200
Exercice de BSA (FR. 0010121061)					96	96
Réserves légales	1 286					1 286
Réserves indisponibles	189					189
Report à nouveau	12 241		- 1 019			11 222

Résultat social Actielec Technologies 2004	1 019		1 019			0
Résultat Social Actielec Technologies 2005						- 139
Situation nette	40 761	0	0	4 016	96	44 733

— un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'options de souscription ou d'achat d'actions porte sur 300 000 actions au prix unitaire de 1,92 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2005, aucune option n'a été exercée. Les options étant acquises dès leur octroi, c'est à dire avant la date de transition aux normes IFRS, la norme IFRS 2 n'a pas été appliquée.

— le nombre d'actions dont l'émission a été autorisée par l'assemblée générale du 21 septembre 2004 mais dont l'émission n'a pas encore été effectuée s'élève à 1 439 509 actions. A ce jour, les 2 685 491 actions émises sont entièrement libérées. Le détail de l'évolution du nombre d'actions au cours de l'exercice est le suivant :

(En unités)	31/12/04	Augmentation de capital	Transformation de BSA (1)	31/12/05
Actions Actielec Technologies : ISIN FR. 0000076655...	19 028 208	810 491	0	19 838 699

(1) L'augmentation de capital suite à la transformation de 42 400 BSA sera constatée par le directoire du 20 mars 2006 (cf. ci-dessus).

— Au 31 décembre 2005, le capital social est constitué de 6 712 800 actions à droit de vote simple, 13 062 538 actions à droit de vote double et 63 361 actions auto-détenues sans droit de vote. Il existe 13 259 829 titres nominatifs et 6 578 870 titres au porteur. 60 000 actions auto-détenues sont réservées dans le cadre d'un plan de stocks options. Aucune action à dividende prioritaire n'existe dans la société Actielec Technologies.

— Résultat par action

— Résultat par action : le calcul du résultat de base par action au 31 décembre 2005 a été effectué sur la base du résultat attribuable au groupe de la période de - 1 631 936 € divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, soit 19 541 916 actions. Le détail des calculs ainsi que les éléments comparatifs des périodes antérieures en version IFRS et CRC 99/02 est fourni dans le tableau ci-dessous :

	31/12/04		31/12/05
	IFRS	99/02	IFRS
Résultat consolidé attribuable au groupe (en euros)	5 405 756	3 866 442	- 1 631 936
Nombre moyen pondéré d'actions			
Actions émises au 1er janvier	17 153 208		19 028 208
Actions propres détenues en fin de période	- 63 396		- 63 321
Actions émises en octobre 2004	1 875 000		
Actions émises en avril 2005			810 491
Bsa (FR. 0010121061) exercés en 2005			42 400
Nombre moyen pondéré d'actions	17 480 437		19 541 916
Résultat de base par action (en euros)	0,309	0,221	- 0,084

— Résultat dilué par action : le calcul du résultat dilué par action au 31 décembre 2005 a été effectué sur la base du résultat consolidé attribuable au groupe de la période qui s'élève à - 1 631 936 € corrigé des effets des plans de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions :

— BSA chez Actia SA : pas d'incidence sur le résultat au 31/12/05 (23 405 € au 31/12/04),

— obligations convertibles sodielec SA : 3 888 € au 31/12/05 (152 867 € au 31/12/04),

divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles de la période, soit de 20 700 014 actions.

Le détail des calculs ainsi que les éléments comparatifs des périodes antérieures en version IFRS et 99/02 est fourni dans le tableau ci-dessous :

	31/12/04		31/12/05
	IFRS	99/02	IFRS
Résultat dilué (en euros)	5 229 484	3 690 170	- 1 635 824
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	17 480 437		19 541 916
Effet des BSA (FR. 0010121061)	937 500		918 098
Effet des plans de souscription d'actions	240 000		240 000
Nombre moyen pondéré dilué	18 657 937		20 700 014
Résultat dilué par action (en euros)	0,280	0,198	- 0,079

Pour le calcul du résultat dilué par action, les BSA chez Actia SA n'ont pas été retenus du fait de leur effet relatif au 31 décembre 2005.

— Provisions

Elles ont évolué de la manière suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/04	Variation périmètre écart de conversion	Dotations	Reprises		31/12/05
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour retraite et autres avantages à long terme	1 982	0	715	0	- 41	2 656
Provisions à court terme	4 034	0	2 574	- 1 652	- 333	4 623
Total	6 016	0	3 289	- 1 652	- 374	7 279

Les dotations aux provisions à court terme concernent notamment :

- des provisions sur garanties 1 275 k €,
- une provision sur titres mis en équivalence 534 k €,
- des provisions pour autres charges 593 k €,
- (dont risques liés à des ruptures de contrats 452 k €).

Les reprises de provisions utilisées concernent :

- des provisions sur garanties 565 k €,
- des provisions pour autres risques 318 k €,
- des provisions pour autres charges 548 k €,
- (dont risques liés à des ruptures de contrats 533 k €),
- des provisions pour restructuration 221 k €.

La plus-value sur *lease-back* réalisée en 2004 par la SCI de Pouvoirville est étalée sur 12 ans. Cet étalement permettra de réduire progressivement le montant des titres mis en équivalence négatifs de 534 k € présenté en provision.

Conformément à la norme IAS 19 – Avantages du personnel, la provision pour retraite comptabilisée au passif du bilan a pour but de constater l'indemnité retraite acquise par les membres du personnel à la fin de la période :

- l'obligation en matière d'engagement retraite est totalement provisionnée car non-couverte par des actifs dédiés,
- la dotation nette de la période s'élève à 674 k € et correspond au :
- coût du service : 120 k €,
- coût financier : 82 k €,
- écart actuariel : 472 k €.

Il n'y a pas eu de liquidation de provision au cours de l'exercice 2005.

— les principales hypothèses retenues à la date de la clôture sont :

- taux d'actualisation 3,63 % correspondant au taux des obligations long terme de décembre 2005,
- taux d'évolution des salaires 2 %,
- taux de *turn-over* provenant de l'étude INSEE réalisée en septembre 2003 "Mobilité selon niveau de qualification et expérience professionnelle " :

	< 10 ans	< 20 ans	< 30 ans	> 30 ans
Cadres	13,7 %	8,30 %	5,20 %	4,10 %
Non cadres	21,20 %	10,90 %	7,30 %	5,10 %

— table de mortalité : table réglementaire TV 88 – 90 simplifiée :

	< 20 ans	< 30 ans	< 40 ans	< 50 ans	< 60 ans	< 65 ans	> 65 ans
Espérance de vie	98,98 %	98,66 %	98,04 %	96,84 %	94,30 %	90,91 %	84,56 %

— Information sectorielle

Le premier niveau d'information sectorielle choisit par le groupe est la ventilation par activité. Le groupe Actielec Technologies possède deux branches d'activités distinctes :

- la branche Automotive qui regroupe les activités diagnostic, systèmes embarqués et services & pérennisation,
- la branche Télécommunications qui regroupe les activités stations terriennes, *broadcast*, réseaux et aéronautique-défense.

Le résultat par branche d'activité est le suivant :

(En milliers d'euros)	2004				2005			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Chiffre d'affaires	177 818	50 190	- 267	227 741	177 452	40 041	77	217 570
Dont ventes de marchandises	19 675	12 827	- 30	32 472	19 116	3 000	- 78	22 038
Dont ventes de biens	131 518	14 054	- 364	145 208	126 401	23 156	- 51	149 506
Dont ventes de services	26 625	6 009	127	32 761	31 935	6 795	206	38 936
Dont contrats de construction	0	17 300	0	17 300	0	7 090	0	7 090
Achats consommés	- 85 561	- 24 974	339	- 110 196	- 75 830	- 17 039	34	- 92 835
Charges de personnel	- 43 885	- 14 115	- 1 252	- 59 252	- 47 990	- 13 838	- 1 869	- 63 697
Charges externes	- 37 538	- 5 412	1 523	- 41 427	- 43 415	- 4 843	1 476	- 46 782
Impôts et taxes	- 2 485	- 991	- 141	- 3 617	- 2 573	- 780	- 129	- 3 482

Dotations nettes aux amortissements	- 4 497	- 1 338	- 210	- 6 045	- 3 591	- 2 875	- 105	- 6 571
Dotations nettes aux provisions	- 1 323	- 1 168	- 1 102	- 3 593	- 1 799	62	276	- 1 461
Variation stocks produits en cours et produits finis	2 369	2 411	0	4 780	- 89	- 681	0	- 770
Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	43	69	0	112	- 30	- 6	- 1	- 37
Autres produits et charges d'exploitation	278	- 10	6	- 282	69	84	0	153
Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations	69	2	- 8	63	- 52	1	12	- 39
Résultat courant	4 732	4 664	- 1 112	8 284	2 152	126	- 229	2 049
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	57	13	76	0	99	14	113
Intérêts et charges financières	2 502	- 821	- 4	- 3 327	- 2 708	- 756	183	- 3 281
Autres produits et charges financières	126	- 6	- 18	102	150	1	- 5	146
Coût de l'endettement financier net	2 370	- 770	- 9	- 3 149	- 2 558	- 656	192	- 3 022
Charge d'impôt	803	1 365	276	838	- 558	689	- 809	- 678
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	25	0	46	71	21	0	73	94
Résultat net	1 584	5 259	- 799	6 044	- 943	159	- 773	- 1 557

Au 31 décembre 2005, le chiffre d'affaires global relatif aux contrats de construction s'élève à 45 763 k € dont 7 090 k € au titre de l'exercice 2005. Le détail des autres informations concernant la ventilation primaire est le suivant :

(En milliers d'euros)	2004				2005			
	Branche Automotive	Branche Télécom- munications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécom- munications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Valeur des Actifs :								
Immobilisations	38 766	22 216	488	61 470	41 345	21 043	31	62 419
Impôt différé actif	4 528	2 912	1 140	8 580	4 866	3 033	359	8 258
Stocks	35 093	17 190	0	52 283	36 865	16 678	0	53 543
Créances	45 597	28 647	364	74 608	48 885	25 673	534	75 092
Trésorerie	7 432	2 561	541	10 534	7 862	419	392	8 673
Total des actifs	131 416	73 526	2 533	207 475	139 823	66 846	1 316	207 985
Dettes non courantes :								
Emprunts obligataires	0	1 008	0	1 008	0	493	- 77	416
Dettes auprès des établissements de crédit	12 920	3 003	4 421	20 344	13 444	2 360	2 533	18 337
Dettes financières diverses	11 701	268	- 10 101	1 868	16 131	0	- 13 903	2 228
Dettes financières de crédit-bail	953	1 214	0	2 167	1 355	1 086	2 585	5 026
Dettes diverses	66	0	331	397	112	0	0	112
Dettes courantes :								
Dettes financières	32 120	14 060	1 453	47 633	35 172	11 105	4 904	51 181
Autres dettes	53 772	19 951	1 505	75 228	53 193	14 008	- 261	66 940
Total des dettes	111 532	39 504	- 2 391	148 645	119 407	29 052	- 4 219	144 240
Acquisitions d'actifs immobilisés :								
Écarts d'acquisition	811	0	0	811	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	2 923	1 820	19	4 762	2 407	1 504	7	3 918
Immobilisations corporelles	4 494	296	0	4 790	3 973	137	36	4 146
Total des acquisitions	8 228	2 116	19	10 363	6 380	1 641	43	8 064
Dépenses non cash	0	0	0	0	0	0	0	0

La ventilation secondaire définie par le groupe est une ventilation par zone géographique. Le détail des informations concernant cette ventilation est le suivant :

(En milliers d'euros)	2004				2005			
	Zone Europe	Zone Amérique	Zone Asie	Comptes consolidés groupe	Zone Europe	Zone Amérique	Zone Asie	Comptes consolidés groupe
Chiffre d'affaires (localisation des clients)	202 540	24 904	298	227 742	190 311	26 265	994	217 570
Valeur des actifs :								
Immobilisations	49 906	11 438	126	61 470	50 275	11 931	213	62 419
Dont coût d'acquisition de la période	9 317	937	109	10 363	7 453	504	107	8 064
Impôts différés	8 267	212	101	8 580	8 098	81	79	8 258
Stocks	48 007	4 045	231	52 283	47 527	5 492	524	53 543

Créances	70 860	3 397	351	74 608	70 283	4 489	320	75 092
Trésorerie	10 126	328	80	10 534	8 098	480	95	8 673
Total des actifs	187 166	19 420	889	207 475	184 281	22 473	1 231	207 985

— — Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	2004	2005
Résultat des sociétés intégrées	5 974	- 1 651
Impôt courant (crédit)	- 34	271
Impôt différé (crédit)	- 804	407
Dont impôt différé sur différences temporaires	- 804	407
Dont impôt différé sur changement de taux d'impôt	0	0
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	5 136	- 973

Le groupe Actielec Technologies, par ses branches Automotive et Télécommunications, assume des dépenses de R&D importantes. Sur les trois dernières années, la moyenne s'établit à 15,5 % du chiffre d'affaires consolidé (Cf. § IV). La conséquence de cette politique volontariste se traduit d'un point de vue fiscal, par l'obtention d'un crédit d'impôt recherche, ayant pour effet de réduire le taux d'impôt habituel applicable en France.

Le tableau détaillé ci-après, permet d'expliquer l'impôt dans les comptes consolidés :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Impôt théorique calculé avec un taux français normal	1 712	- 324
IFA & crédit impôt recherche	- 1 284	- 1 256
Effets sur l'impôt théorique :		
Différentiel de taux (pays étrangers, taux français)	174	- 26
Pertes fiscales non activées	339	824
Actualisation des perspectives d'utilisation des pertes fiscales	- 1 651	303
Dont bénéfices liés à l'utilisation de pertes fiscales non activées	0	0
Dont bénéfices liés aux modifications de l'activation des pertes fiscales	- 1 933	- 148
Dont pertes liées à la modification de l'activation des pertes fiscales	282	451
Impôt sur plus-value		916
Ajustement de l'impôt sur exercice antérieur		34
Autres (y compris différences permanentes)	- 128	207
Impôt comptabilisé	- 838	678

Les impôts différés sont détaillés au paragraphe XI.

— — Note sur le coût de l'endettement financier net

La contribution nette des branches d'activité au coût de l'endettement financier net du groupe est la suivante :

(En milliers d'euros)	2004				2005			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Produits de trésorerie et équivalents	6	57	13	76	0	99	14	113
Intérêts et charges financières	- 2 069	- 638	- 620	- 3 327	- 2 112	- 668	- 501	- 3 281
Dont intérêts sur dettes financières	2 069	- 660	- 620	- 3 349	- 2 112	- 684	- 501	- 3 297
Autres produits et charges financiers	126	- 7	- 17	102	150	1	- 5	146
Dont intérêts perçus	38	0	0	38	0	0	0	0
Dont dividendes reçus	35	0	0	35	136	0	0	136
Coût de l'endettement financier net	1 937	- 588	- 624	- 3 149	- 1 962	- 568	- 492	- 3 022

— Opérations avec les entreprises liées

Le détail des opérations réalisées au cours de l'exercice 2005 avec les parties liées au groupe Actielec Technologies est donné ci-dessous :

— la société holding : LP2C SA :

La nature des relations avec LP2C est définie dans la convention signée entre les deux sociétés le 31 mars 1994. Les prestations confiées à LP2C sont :

- la direction de la stratégie et de la politique générale de l'entreprise (acquisition d'entreprise et extension géographique),
- la définition de la politique de communication et de relations tant internes qu'externes du groupe,
- l'orientation, le coordination, la stratégie et l'assistance en matière d'investissement, d'ingénierie financière et de recherche de partenaires,
- la définition, l'harmonisation et l'organisation des principes comptables,
- les études, négociation, rachat d'entreprises et prises de participation ou de contrôle de sociétés externes,
- les prestations financières : mise à disposition de prêt ou d'avances en compte courant et constitution de garanties.

Les éléments chiffrés sont les suivants :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Montant de la transaction nette (charge).....	- 2 027	- 1 687
Soldes au bilan (passif)	0	324
Conditions de règlement	—	—
Provisions pour créances douteuses	0	0

— les sociétés mises en équivalence :

Il s'agit de deux sociétés civiles immobilières, la SCI Los Olivos et la SCI Les Coteaux de Pouvourville.

Les relations entre ces deux SCI et le groupe sont de nature immobilière :

- la SCI Los Olivos possède un terrain et un bâtiment à Getafe (Espagne) qui sont loués à la Société Actia Videobus,
- (31) la SCI Les Coteaux de Pouvourville a un contrat de *lease-back* avec la société CMCIC Lease et sous-loue ces terrains et bâtiments situés à Toulouse

Les éléments chiffrés sont les suivants :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Montant de la transaction (charge)	788	824
Soldes au bilan (passif)	0	0
Conditions de règlement	Immédiat	Immédiat
Provisions pour créances douteuses	0	0

— les filiales :

Il s'agit des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du groupe (cf § III).

Les transactions avec les filiales sont totalement éliminées dans les comptes consolidés. Elles sont de différente nature :

- achat ou vente de biens et de services,
- location de locaux,
- transfert de recherche et développement,
- achat ou vente d'actifs immobilisés,
- transfert de recherche et développement,
- contrat de licence,
- comptes courants,
- prêts,
- management fees ...

— Les membres des organes de direction :

Il s'agit des personnes ayant des mandats sociaux :

- dans la société Actielec Technologies : membres du directoire et membres du conseil de surveillance,
- dans la société contrôlante LP2C : membres du directoire et membres du conseil de surveillance,
- dans les sociétés contrôlées filiales du groupe Actielec Technologies.

Le détail des rémunérations versées au titre des exercices 2004 et 2005 est le suivant :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Rémunérations :		
Fixe	549	581
Variable	78	119
Exceptionnelle	0	0
Jetons de présence	0	0
Avantages en nature	8	8
Total	635	708

— — Les autres parties liées :

— GIE Pereneo : le groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Pilgrim a un contrat de consultant avec le GIE Pereneo, détenu à 50 % par la Société Actia. Dans le cadre de ce contrat, Pereneo confie à Pilgrim la mission de le conseiller et de l'assister auprès des clients en vue de lui permettre de répondre à des offres de services de MCO (Maintien en condition opérationnelle) ou de pérennisation des systèmes électroniques.

Les éléments chiffrés sont les suivants :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Montant de la transaction (charge)	63	180
Soldes au bilan (passif)	75	30
Conditions de règlement	Immédiat	Immédiat
Provisions pour créances douteuses	0	0

— IDE Ingénierie : en 2005, le groupe Actielec Technologies a confié à la société IDE Ingénierie (filiale du groupe LP2C) l'élaboration de son rapport environnemental (sur l'exercice 2004) et de son rapport social (sur l'exercice 2004).

Le montant de la transaction s'est élevé à 18 k €.

Depuis 2005, IDE Ingénierie est également en charge de la mise à jour du site Internet du groupe. Le montant de la transaction s'est élevé à ce titre à 7 k €.

— Rémunération aux membres de l'organe de direction

Le président du directoire et le président du conseil de surveillance d'Actielec Technologies SA ne sont pas rémunérés par Actielec Technologies. Un seul membre du directoire est rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail et a perçu au cours de l'exercice 2005 un salaire brut de 65 578 €.

— Effectif

Effectif moyen par zone géographique	2004	2005
France	1 014	1 016
Étranger	928	1 105
Total	1 942	2 121

L'accroissement de l'effectif moyen à l'étranger est principalement lié à l'embauche de 167 salariés chez CIPI (Tunisie).

La ventilation de l'effectif moyen par branche est la suivante :

	Cadres	TAM	Ouvriers employés	Total
Automotive	458	671	653	1 782
Télécommunications	148	105	76	329
Autres (dont Holding)	8	1	1	10
Total	614	777	730	2 121

— Engagement hors bilan

Les engagements hors bilan se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/05
Engagements reçus :		
Cautions bancaires	312	317
Total des engagements reçus	312	317
Engagements donnés :		
Prime sur contrat	1 332	366
Total des engagements donnés	1 332	366

Les informations ci-dessus ne reprennent pas les encours de crédit-bail qui sont traités au paragraphe V.

— Garanties sur éléments d'actif

Les garanties sur éléments d'actif correspondent aux éléments de l'actif servant de garantie à des dettes constatées au passif. Elles se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/05
Nantissement de créances professionnelles (1)	8 757	9 963
Nantissement matériel	246	160
Nantissement CIR	104	435
Hypothèques	2 169	1 154
Total des garanties sur éléments d'actif	11 276	11 712

(1) Dont Actia SA 2 928 k € et Sodielec SA 7 035 k € au 31/12/05 (respectivement 3 069 k € et 5 688 k € au 31/12/04)

— Politique de couverture de risque

Risque de change : le groupe, dans les pays où les risques sur les monnaies sont les plus sensibles, pratique depuis 1999, des facturations en euros pour tous les flux intragroupes et limite la durée du crédit client sur les pays à monnaie fondante.

Au 31 décembre 2005, Sodielec a souscrit un contrat de change à terme portant sur un achat de dollars (565 k\$) :

- au cours de 1,175\$ pour 317 k\$ au 31 mars 2006,
- au cours de 1,18 \$ pour 248 k\$ au 28 juillet 2006.

Risque de taux : Le groupe a souscrit 29 % de ses crédits moyen et long terme à taux fixe contre 71 % à taux variable (dont les encours sont garantis par des contrats de CAP 16 %).

Au 31 décembre 2005, les instruments financiers souscrits par le groupe sont :

- un CAP portant sur 1,6 M € au taux maximum de 4,5 % sur une période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2003, souscrit par Actielec Technologies SA,
- un CAP portant sur 1,6 M € au taux maximum de 4,25 % sur une période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2003 souscrit par Actia SA.

Au cours de l'exercice 2005, les instruments financiers souscrits par le groupe et arrivés à échéance ont été comptabilisés au compte de résultat pour leur valeur liquidative. Il s'agit de :

- un SWAP souscrit par Actielec Technologies SA échu le 1^{er} juillet 2005 et constaté au compte de résultat pour une valeur de 10 k €,
- un SWAP souscrit par Actia SA échu le 1^{er} juillet 2005 et constaté au compte de résultat pour une valeur de 15 k €.

Le groupe Actielec Technologies comptabilise ses instruments de couverture de taux à la juste valeur par le compte de résultat. Le détail des impacts de cette comptabilisation sur le résultat est détaillé dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31/12/04		31/12/05	
	Juste valeur	Impact résultat	Juste valeur	Impact résultat
Instruments financiers actif :				
CAP	9	- 47	1	- 8
Total des instruments financiers actif	9	- 47	1	- 8
Instruments financiers passif :				
Swap	25	18	0	25
Couverture de change	0	0	- 7	- 7
Total des instruments financiers passif	25	18	- 7	18

— Autres informations

— dividendes proposés avant approbation de l'assemblée : néant.

— contrats de location simple :

Ils concernent essentiellement des contrats de location de véhicule et de matériel de bureau.

— contrats de location financement :

Les paiements minimaux futurs au titre de la location s'élèvent à 10,6 M € dont la ventilation par échéance est la suivante :

— moins d'un an : 1,8 M €

— de 1 à 5 ans : 5,3 M €

— plus de 5 ans : 3,5 M €.

— Événements post-clôture

Dans le courant du 1^{er} trimestre 2006, la société Sodielec a réalisé une opération de cession-bail sur son bâtiment situé à Puy Sainte Réparate conjointement avec Natexis Lease, Sofimur et Ucabail pour un montant de 2 700 k €, sur la base d'un taux fixe de 4,6 % sur une durée de 12 ans.

0603173